

**COLLÈGE INTERARMÉES  
DE DÉFENSE**



**NATIONALISME ET DEFENSE MALGACHE**  
**période Guerre froide et post Guerre froide**  
**(1960 – 1995)**

**Mémoire de géopolitique**  
**Du Lieutenant-colonel RANDRIAMAMORY Alain**

dans le cadre de l'étude dirigée  
« Courants d'idées dans les relations internationales »

Directeur : Jean-luc Pouthier  
Professeur à l'IEP de Paris

Avril 2001

# NATIONALISME ET DEFENSE MALGACHE : 1960-1995

## Sommaire

### Partie I

#### Le Nationalisme malgache et la première République

- Historique du nationalisme malgache et de l'implantation française à Madagascar
- Nationalisme et politique de développement
- Présence française et accord de défense
- Armée malgache face à l'indépendance

### Partie II

#### L'avènement du socialisme et la deuxième République

- Transition et basculement vers le bloc de l'Est
- Orientation socialiste : les facteurs déclenchant
  - L'Armée et la société socialiste
    - Bilan du socialisme et enjeux géopolitiques dans l'Océan Indien

### Partie III

#### La fin de la guerre froide et ses impacts pour Madagascar

- Mondialisation et la société malgache
  - Nouvelles approches de l'Armée : nouvelles menaces et nouveau concept de défense
- Coopération militaire internationale et perspectives

# Nationalisme et défense malgache : période 1960-1995

## Table des matières

	page
Introduction	5
Présentation générale	5
<u>I. Le nationalisme malgache et la première République :</u>	
11-Historique du nationalisme et de l'implantation française à Madagascar	8
111- Le nationalisme malgache à travers les royaumes	9
112- La lutte contre la domination extérieure	10
113- Lutte armée et nationalisme durant la colonisation	12
12- Entre nationalisme et politique de développement	14
121- Lien avec la France et politique nationaliste	14
13- Présence française et accord de défense	15
131- Création de l'Armée malgache et coopération française	15
132- Accord de défense et géopolitique occidentale	16
14- L'Armée malgache face à l'indépendance	18
141- Armée et développement national	18
142- La gendarmerie dans la politique extérieure française	19
143- Les fruits de la coopération	21
<u>II. L'avènement du socialisme et la 2<sup>e</sup> République</u>	
21-Période transitoire et début du basculement vers le bloc de l'Est	22
211- Chute de la première République	22
212- Accession des militaires au pouvoir	23
22-L'orientation socialiste : les facteurs déclenchant	24

221- Influences des partis d'obédience communiste	25
222- Echech du néo-colonialisme	25
223-Émergence des concepts: tiers-mondisme, progressisme, non-alignement	26
224-L'Afrique, nouveau foyer de tension et axe de pénétration de l'URRS	28
225- Choix politique française	28
226- Dimension politique et personnalité de Didier Ratsiraka	29
23-L'Armée et la société socialiste	31
231- Nouveau concept de défense et rôle de l'Armée	31
232- Le non-alignement malgache	33
233- L'Armée entre la discipline militaire et le militantisme	34
24-Le bilan du socialisme et les enjeux géopolitiques dans la zone de l'O.I	36
241- Conséquence du socialisme dans l'Armée	36
242- L'échec de la géopolitique soviétique	38
243- Bilan politique et économique du socialisme	40
244- La rupture avec les Soviétiques	43
<b><u>III-La fin de la guerre froide et ses conséquences</u></b>	
31-L'impact de la mondialisation dans la société malgache	45
311- Développement de la communication	45
312- Evolution politique à Madagascar	47
32-Nouvelle approche : nouveau concept de défense	48
321- Nouvelle situation géopolitique dans l'Océan Indien	48
322- Mutation politique et nouvelles menaces	49
323- Concept de défense et nouvelles missions de l'Armée	53
33-Coopération militaire internationale et perspectives	54
331- Coopération avec les pays occidentaux	55
332- Coopération avec les pays non occidentaux	59
333- Coopération militaire avec les pays africains	60
334- Le défi face à la mondialisation	61

## Conclusion

### Introduction

Depuis les premières tentatives de conquête européenne du 16<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, Madagascar a fait toujours l'objet d'une convoitise des grandes puissances tant par sa situation géostratégique que par les intérêts économiques dont elle fait l'objet. Plusieurs facteurs ont souvent rendu difficiles l'entrée et l'implantation de ces étrangers dans le pays : le climat, la difficulté d'adaptation, le refus des autochtones, la lutte d'influence entre étrangers. Mais un des plus déterminants fut « le nationalisme ». Cette situation semble pourtant en contradiction avec la volonté de la plupart des dirigeants qui prônèrent une politique d'ouverture de Madagascar vers l'extérieur.

En effet « La position de Madagascar dans l'Océan Indien, son rôle d'escale sur la route des Indes, la facilité, d'autre part, des relations avec l'Asie des moussons en ont fait, pendant des siècles, un carrefour où sont venus converger, s'accumuler, avec les hommes, les apports des civilisations élaborées dans les anciens continents... » Toutefois, il faut remarquer que « l'attitude de repli passif à des actions politiques par trop novatrices ou incomprises, est une donnée générale dans le Tiers Monde, cette attitude est grandement facilitée à Madagascar par l'existence d'une structure traditionnelle particulièrement remarquable dans l'actuel débat entre développement authentique, tradition et modernité ». On verra à travers cette étude que la diversité de ces influences extérieures constituera pour Madagascar à la fois un handicap et un atout dans sa lutte pour un avenir meilleur.

### Présentation générale

Compte tenu du rôle que va jouer au cours de cette étude la géopolitique des grandes puissances dans l'Océan Indien, il serait nécessaire d'aborder dans un premier temps les problèmes géo-économiques se rapportant à cette zone où se trouve Madagascar, île de

594.000 kilomètres carrés, séparée du Continent africain par le Canal de Mozambique à l'Ouest, avec les îles Comores comme voisines immédiates dans la partie Nord-Ouest, entourée par l'Océan Indien avec comme voisins l'Ile Maurice, les Seychelles, la Réunion du côté Est, avec une longueur totale de 1600 km du Nord au Sud et une largeur de 600 km d'Est en Ouest, peuplée en grande partie par une population autochtone ( le malgache ) formant 90% du total, par une minorité d'étrangers composée de chinois, de pakistanais, de comoriens formant le reste.

La zone Océan Indien a toujours joué un rôle très important au moment de la guerre froide et fera dans un premier temps l'objet d'une étude particulier. D'abord, « elle regroupe les pays riverains directs de l'Océan du même nom , ainsi que les mers sub-regionaux tels que la Mer Rouge, le Golfe Persique, le Canal de Mozambique et le mer du Barhein. A ce titre, elle englobe des zones vastes allant de l'Indonésie au Kenya en passant par l'Afrique du sud ou encore l'Irak..

L'Océan Indien est une zone stratégique de première importance : près de 60% du pétrole nécessaire à l'approvisionnement de l'Occident (une grande partie provient des pays du Golfe Persique) transite dans ses eaux, et sa prééminence par rapport à d'autres voies maritimes est désormais établie. Cette prééminence a été renforcée par le fait qu'on y voit de plus en plus se développer « un énorme trafic de divers, de marchandises générales selon l'expression internationale...transportées en caisses, en sacs, en fûts ; bref celles qui sont emballées parce que chères, riches de valeurs globales élevées . La route péri-asiatique qui va de Suez à Malacca en passant par les Maldives est, avec 150 millions de tonnes de divers , la plus puissante route océanique de marchandises générales du monde : c'est une donnée fondamentale , bien supérieure en importance à celle des routes du pétrole : on a prouvé après 1973 qu'il était possible de réorienter l'approvisionnement énergétique des pays industriels ; mais on ne peut pas supprimer 150 millions de tonnes de denrées riches, souvent hautement élaborées, du commerce extérieur de ces mêmes pays » <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> :Hervé COUTEAU-BEGARIE : Géostratégie de l'Océan Indien ; FEDN Economica 1993, p 19-20.

Mais paradoxalement, cette richesse du trafic maritime ne profite pas aux riverains et ne s'accompagne pas de leurs enrichissements respectifs. Les États riverains de l'Océan Indien sont moins concernés par le trafic maritime y circulant que les pays industrialisés éloignés, tant au niveau des produits échangés qu'au niveau de la maîtrise des transports, ceci étant lié à leur faible niveau de développement économique, et aussi à leur difficulté à se tourner vers la mer. « La flotte des pays riverains représentait 5,26% du tonnage mondial en 1990 alors que la population de ces pays compte 29% de l'ensemble de la planète, et que 12% du commerce mondial circule dans l'Océan Indien... On peut donc parler d'un sous-développement maritime de l'océan Indien, mis clairement en évidence par l'étude des indices de maritimisation, c'est à dire le rapport entre le trafic maritime d'un pays et sa population reflétant ainsi son niveau de vie, sa capacité de production et de consommation »<sup>2</sup>.

Première constatation donc : il existe une dépendance géostratégique des pays consommateurs par rapport à cette région ; et l'intérêt économique de l'Occident se trouve étroitement lié à la stabilité politique des États de la région, elle-même liée au développement économique de la zone.

La présence des États industrialisés dans cette zone est donc liée à cette situation : elle lui donne une importance géostratégique de premier ordre. Les USA sont résolus à y maintenir une présence massive. Ils y développent une « stratégie de présence » active notamment par l'existence d'une base stratégique sur l'archipel de Diégo Garcia ou archipel de Chagos pour les pays riverains.

La France est présente de fait dans l'Océan Indien, avec l'île de la Réunion (DOM/TOM) ; le siège du commandement militaire pour les Forces françaises de l'Océan Indien y est implanté. L'intérêt économique et stratégique qu'elle y défend est évidente, non seulement à travers la libre circulation maritime, mais aussi avec les bases de recherches scientifiques que constituent les îles éparses et les TAAF (Terres Australes et Antarctiques Françaises), qui pourraient receler entre autres (dit-on) d'énormes réserves de pétrole offshore. « Actuellement elle explore la « piste indienne » pour ses industries ; mais celle-ci

---

<sup>2</sup> :Hélène MAZERAN : Géopolitique de l'Océan Indien ; CHEAM 1994, p 36.

(l'Inde) est encore réticente à coopérer, et n'acceptera ni achats d'armement français, ni développement de la coopération dans le domaine de l'industrie de la défense tant que la France vendra des armes au Pakistan »<sup>3</sup>. L'intérêt de la Grande Bretagne pour cette région n'est plus ce qu'il était ; hormis les BIOT (British Indian Océan Territory), elle n'y dispose plus de territoire ; mais l'ensemble des pays de cette zone font partie du Commonwealth, et elle caresse l'espoir de constituer un partenariat économique et industriel privilégié avec cette communauté, mais aussi avec des pays du Golfe Persique .

La Russie rêve de retrouver dans cette zone la place qu'a occupée l'ex-URSS. « Elle vient de conclure un très important marché d'armement avec l'Inde : achat par ce dernier en novembre 1996 de 40 Sukhoi30 et prochainement de deux sous-marins ; avec en outre une possibilité d'achat ultérieur de deux réacteurs nucléaires civils »<sup>4</sup>.

A l'échelle planétaire donc, Madagascar occupe une position stratégique de premier plan. Au cours des siècles passés, les nations qui possédaient les bases maritimes sur ses rivages contrôlaient la route des Indes. De nos jours, à cause de la situation explosive qui prévaut au Moyen- Orient, de la partie dramatique qui se joue sur le continent africain, elle ne présente pas un moindre intérêt. En effet, elle est potentiellement un porte-avion gigantesque, et un lieu idéal pour implanter des stations de repérage de satellite ; elle est susceptible d'accueillir des bases de sous-marins difficilement détectables ou encore une base de pré-positionnement d'une Force d'intervention comme dans d'autres pays africains.

Madagascar, située dans la zone Sud-Ouest de l'Océan Indien constitue donc un atout majeur pour les grandes puissances qui ont des intérêts à y défendre.

## I-Le nationalisme malgache et la première République

### 11- Historique du nationalisme et de l'implantation française à Madagascar :

Comprendre le nationalisme malgache restera un facteur qui contribuera à une meilleure compréhension de son histoire en général et plus particulièrement de l'étude socio-politique

---

<sup>3</sup> . Compte-rendu de la visite en Inde d'une délégation du Groupe sénatorial France Inde

<sup>4</sup> op. cit.

et géopolitique de Madagascar. Cette partie sera donc une incursion rapide dans l'histoire du nationalisme malgache.

#### 1.1.1 – Le nationalisme malgaches à travers les royaumes :

En 1810, le nouveau roi de Madagascar Radama I<sup>o</sup> accéda au trône. En même temps la société malgache commença à s'ouvrir au monde occidental : d'abord avec les anglais qui lui livrèrent des armes pour lui permettre de conquérir et d'étendre son royaume, pour tenter la réunification du pays, et aussi pour expulser les quelques postes français qui occupèrent déjà en cette période une petite partie du territoire pour les besoins de leur commerce. Cette volonté d'expansion territoriale du roi, encouragée certes par l'Angleterre à cette période, était pour désenclaver le royaume par un accès aux deux façades maritimes (côte Est et côte Ouest) afin d'échapper ainsi à l'asphyxie et aux razzias des peuples autochtones voisins, et parce qu'il était intéressée aussi par le développement des relations commerciales avec l'extérieur. L'aspect novateur du règne de Radama I<sup>o</sup> fut particulièrement l'ouverture à la civilisation occidentale, ouverture qui elle aussi alla laisser des traces profondes dans la formation sociale malgache.

Soucieux de modernisation, Radama I<sup>o</sup> fit venir des ouvriers européens. Toutefois, esprit curieux mais prudent, il n'accepta une coopération des Européens que dans les domaines qu'il délimita lui-même comme la création des toutes premières manufactures à Tananarive, ou le choix des consonnes anglaises et des voyelles françaises pour la transcription phonétique du malgache : ce roi fut le premier à introduire officiellement la langue anglaise dans la société traditionnelle malgache. Au-delà de son aspect historique, à travers cette volonté de limiter les activités des Européens, l'on peut noter le nationalisme du roi qui se manifesta implicitement bien que d'un côté la notion de nationalisme fut encore inconnue en cette période et que de l'autre côté les Européens tentèrent d'étendre aussi implicitement leur influence à Madagascar, prélude à la notion de géopolitique de leur génération future.

A la mort de ce roi aux intentions modernes, Madagascar alla vers un repli nationaliste pur et dur si on analyse la longue règne de la reine Ranaivalona I<sup>o</sup> qui lui succéda. Considérée comme « une Caligula femelle pour les étrangers et les missionnaires qu'elle

expulsa et pour la poignée de Malgaches convertis au christianisme qu'elle persécuta », elle incarna plus tard aux yeux des nationalistes, la fierté malgache face aux étrangers. Le portrait de cette reine, cruelle et xénophobe selon l'historiographie occidentale, mais proche du peuple malgache dont elle respecta les cultes ancestraux, est aujourd'hui beaucoup nuancé. Méfiante à l'égard des étrangers, elle s'opposa autant qu'elle en eut la possibilité aux tentatives d'invasion étrangères. « Entre 1815 et 1850[ ], les Européens se sont associés militairement pour des peuples rebelles à leur emprise. Tel le Royaume de Madagascar où en 1845 une coalition franco-britannique a tenté de débarquer à Tamatave (port de Madagascar) pour faire valoir manu militari le point de vue franco-britannique sur une décision prise par la reine de Madagascar. La souveraineté du pays était violée. Seules les îles de Sainte-Marie et de Nosy Be (petites îles malgaches) seront occupées sans qu'à partir de ces bases, l'influence française ait pu s'installer sur la Grande Terre. »<sup>1</sup>

L'hostilité témoignée aux étrangers par la reine fut sans doute moins l'expression d'un paganisme agressif d'un sentiment xénophobe primaire que la conséquence d'un nationalisme bien malgache qui se renforcera au cours de ses trente trois années de règne. Ranavalona I<sup>o</sup> voulut avant tout préserver les structures de la société malgache liées au culte des ancêtres . D'où sa méfiance naturelle à l'égard des étrangers européens de diverses nationalités qui, marchands ou missionnaires, peuvent (ou veulent) perturber l'ordre social issu de la tradition. Mais elle sut réunir aussi dans le royaume quelques rares étrangers qui lui parurent œuvrer au bénéfice du pays comme le français Jean Laborde qui a construit une véritable petite industrie avec son haut-fourneau pour la fabrication des armes et d'autres matériels....L'histoire montrera que la crainte de la reine sur les activités des étrangers fut bel et bien fondée car ils n'attendirent que son départ ou sa mort pour venir en masse et essayèrent de dominer le pays sous diverses formes et la religion en sera une des plus influentes auprès d'un peuple encore à « civiliser » et par delà les mots, à dominer ou à coloniser .

---

<sup>1</sup> In « Forces Armées malgaches- entre devoir et pouvoir » de Rakotomanga Mijoro dans l'Harmattan, 1998- p182-183

### 1.1.2 – La lutte contre la domination extérieure :

Quelques années plus tard, vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle, le royaume de Madagascar fut sous l'autorité directe du premier ministre de l'époque Rainilaiarivony, qui détient presque tous les pouvoirs, la reine restant seulement le symbole de la royauté. Et en cette période, sous l'effet conjugué de la domination économique étrangère, de la bureaucratie parasitaire et du manque de ressources budgétaires, le pouvoir se délita.

Et en même temps, l'agression française contre le royaume commença à faire une menace sérieuse pour sa souveraineté. Toutefois la conquête par la France ne fut pas facile à cause du refus du premier ministre qui tenta toutes les négociations avec toutes les ruses que son intelligence lui permit. Mais en 1894, suite à un ultimatum que le résident français a été chargé de lui présenter, le premier ministre Rainilaiarivony refusa de céder et consacra la rupture avec la France, engageant ainsi Madagascar, pour sauver et protéger sa souveraineté face à la conquête d'un pays étranger, vers un nouveau destin encore inconnu et incertain.

Poussé par son nationalisme, le premier ministre Rainilaiarivony lutta pour éviter de se soumettre aux pressions des français ; il misa sur l'enthousiasme et la volonté du peuple du royaume derrière leur chef. Il ignore qu'à des milliers de kilomètres de là, la décision fut déjà prise d'annexer et de coloniser Madagascar dans un vaste dessein politique que le premier ministre ainsi que la reine ne surent et ne comprirent peut-être que bien plus tard ou jamais. Mais il faut admettre que l'armée royale a fait face à l'armée française qui ont dû attendre la fin du 19<sup>e</sup> siècle pour reprendre pied à Madagascar.

Cette fois, il leur a fallu une force d'intervention de plusieurs milliers d'hommes pour y parvenir : le général Galliéni, à la tête de 15000 hommes alla pacifier le pays au prix d'un immense perte. Mais face à une armée supérieure en nombre, personnel et matériel compris, la troupe royale malgache malgré la détermination et la volonté de défendre le «tanindrazana»<sup>2</sup>, capitula non sans avoir livré une des guerres les plus meurtrières qu'elle ait jamais connue. Ainsi donc Madagascar est devenue protectorat puis colonie française le

---

<sup>2</sup>Tanindrazana signifie patrie, terre des ancêtres, avec un sens empreint de sentiment nationaliste profond.

6 Août 1889 perdant ainsi pour une durée indéterminée sa souveraineté et consacrant par contre la domination d'un autre pays pour des intérêts divers (économiques sociaux militaires), marquant ainsi presque officiellement le début de la géopolitique des grandes puissances dans cette partie de l'Océan Indien.

Ces épisodes historiques ont permis d'appréhender un certain sens du nationalisme malgache à son origine. Mais la revendication nationaliste ne commença officiellement qu'après la seconde guerre mondiale : à l'instigation de l'intelligentsia malgache notamment les instituteurs, les médecins, les pasteurs comme Ralaimongo, Ravelojaona qui créèrent le V.V.S (Vy-vato sakelika)<sup>3</sup>, l'agitation nationaliste gagna petit à petit du terrain. La défaite de la France contre l'Allemagne au cours d'une partie de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale et les grands services rendus à la France lors de cette dure épreuve (Madagascar a envoyé en France un contingent d'un millier de soldats malgaches pour combattre l'Allemagne nazi) furent autant de raisons pour les malgaches d'espérer obtenir en échange le droit de s'administrer eux-mêmes.

Cette revendication a été initiée par cette élite indigène formée pour la plupart en France. Elle fut couronnée de succès en 1946 car Madagascar obtint le statut de territoire français d'outre-mer (TOM) et fut dotée d'une assemblée provinciale élue mais aux pouvoirs limités. Les gouvernements successifs de la IV<sup>e</sup> République en France se révélèrent par ailleurs incapables de résoudre les problèmes coloniaux en cette période, trop occupés par les problèmes politiques internes et les problèmes extérieurs d'après-guerre.

### 1.1.3 – Lutte armée et nationalisme durant la colonisation :

En 1947, les nationalistes organisèrent un soulèvement armé qui avait éclaté dans la nuit du 29 au 30 Mars. Cette lutte armée s'est développée surtout dans la zone orientale alors qu'elle avait été programmée semble-t-il, pour enflammer l'île entière. Complot de société secrète ou vaste jacquerie provoquée par les contraintes coloniales et les ruptures de la Seconde Guerre mondiale ? Sans doute l'un et l'autre, mais cette affaire n'est toujours pas

---

<sup>3</sup> V.V.S ou vy-vato sakelika, fer-pierre-ramification fut une société secrète dans le milieu intellectuel protestant, liée au mouvement de renouveau culturel et qui s'efforça de faire la synthèse entre la culture malgache et la modernisation dans le contexte colonial de l'époque.

complètement éclaircie ; elle reste un peu tabou jusqu'à ce jour dans certaines familles concernées par cet « événement » ; plus récent encore, la France vient de prolonger pour une durée plus ou moins indéterminée le délai de prescription de cinquante (50 ans) pour l'accès à certains dossiers se rapportant à cet « événement » ; dans le temps elle a été occultée par le pouvoir colonial qui a manipulé l'information.

Les conséquences vont peser lourd dans les rapports avec la métropole et dans les rapports interethniques malgaches en raison des suspicions réciproques, des atrocités commises de part et d'autre, et de la violence de la répression. Du côté des forces coloniales, il y aurait eu, selon les chiffres officiels, environ dix mille soldats tués (dont 1646 malgaches) ; du côté des rebelles, le nombre des victimes (morts au combat, surtout en forêt par manque de nourriture et de soins médicaux) le plus fréquemment avancé est environ 80.000 (les estimations à l'époque oscillant entre 11.000 et 100.000).

La responsabilité de cette révolte armée fut donc attribuée au mouvement MDRM (Mouvement démocratique de la rénovation malgache) dont certains leaders furent des députés malgaches à l'Assemblée constituante française. Ces parlementaires furent condamnés par une cour criminelle à Tananarive en Octobre 1948, au cours d'un procès resté célèbre dans les annales malgaches en raison des conditions de régularités très douteuses de son déroulement. Des condamnations à mort sont prononcées, communiées ensuite en déportation puis en exil en métropole. Parmi ces condamnés, il y eut trois grandes figures du nationalisme malgache qui occupèrent par la suite des postes de hautes responsabilités ou eurent un grand rôle dans l'histoire contemporaine de Madagascar : il s'agit du Dr Ravoahangy Andrianavalona un médecin, du Dr Joseph Reseta également médecin, et de Jacques Rabemananjara éminent écrivain francophone.

Mais au-delà de ces différentes péripéties, comment comprendre la signification profonde des événements de Mars 1947 ? La meilleure réponse était sans doute celle du Haut-Commissaire de la République Française de l'époque dans un rapport au gouvernement française en date de Juillet 1947 : « La première constatation que la révolte aura permis de faire, c'est que le sentiment patriotique des malgaches est profondément ancré, non

seulement dans l'âme des élites de ce pays, mais aussi dans les couches sociales les plus humbles.

Ce sentiment patriotique a pris racine dans le sol même de la Terre des Ancêtres et, si certains groupements ethniques et sociaux ont conservé très vifs le souvenir des rivalités qui les opposaient autrefois, on peut affirmer sans risques d'erreur que toute la population autochtone de Madagascar aspire à l'indépendance totale de la patrie malgache. Il y a là, pour tous les observateurs de bonne foi qui connaissent ce pays, une évidence qu'aucun raisonnement, qu'aucune discussion d'école ne saurait valablement constater. On peut avancer également qu'il n'est pas de force matérielle, de domination oppressive, de dispositions législatives ou réglementaire qui puissent jamais contraindre les malgaches à renoncer à leur idéal car, à leurs aspirations patriotiques, ils ont fait par avance sacrifice de leur vie. On ne vient pas à bout d'un sentiment national populaire par la violence. L'indépendance de Madagascar sera, quoiqu'il arrive. »

L'insurrection de 1947-1948 tourna définitivement une page du mouvement national malgache. Elle clôtura la période coloniale et ouvrit en fait, par la lutte armée pour l'indépendance, la période contemporaine de la République malgache. Il ne faudra, en effet, guère plus d'une décennie (1948-1960) pour que Madagascar retrouve sur le plan international son statut d'Etat souverain .

Effectivement avec l'évolution du cadre juridique et politique durant cette période : de la notion d'Union Française en passant par la Loi-Cadre de feu Gaston Defferre , Madagascar accéda finalement à son indépendance le 26 Juin 1960 .

## 12-Entre nationalisme et politique de développement :

### 1.2.1 – Lien avec la France et politique nationaliste :

Malgré les blessures de la colonisation, son accession à une indépendance pacifique et le poids d'une longue histoire commune avec l'ancienne puissance coloniale ont grandement facilité le choix de Madagascar vers le maintien des liens étroits avec la France lors de cette période. Fervent francophile dès la première heure, le premier chef de l'Etat Philibert

Tsiranana prôna une politique de rapprochement systématique avec les pays occidentaux et ne cacha jamais sa crainte de la « subversion communiste ». Avec une politique modérée et notoirement anti-communiste, la première République entretint un lien privilégié avec la France par une coopération dans plusieurs domaines dans l'espoir d'assurer au pays une croissance de type capitaliste. D'un côté, il fut évident que ce choix de Madagascar fit partie d'un enjeu important pour la France qui, dans sa politique extérieure, entendit perpétuer une tradition mais sous une autre forme : détenir une base solide dans un pays ami et devança ainsi les autres puissances qui ne tardèrent pas à s'intéresser aussi un peu plus à cette partie de l'Océan indien.

Dans sa politique de gouvernance, le gouvernement de M. Philibert Tsiranana s'efforcera, grâce à une stabilité institutionnelle qui pouvait surprendre par comparaison avec les convulsions politiques qui à la même époque secouaient l'Afrique francophone, de matérialiser un projet de société malgache modernisée s'inscrivant dans l'héritage idéologique .

Pendant douze ans, la I<sup>o</sup> République, par l'aide internationale et surtout française, réalisa des progrès considérables dans le domaine des infrastructures et de l'industrialisation. La politique économique s'inscrivait d'un néolibéralisme nuancé associant l'encouragement de l'initiative privé et étrangère, le souci d'un développement de type communautaire (coopératives, animation rurale ), la nécessité de l'interventionnisme étatique dans les secteurs clefs ou pilotes (sociétés d'économie mixte, d'aménagement du territoire, fermes d'Etat, syndicats économiques...). Toute une gamme diversifiée de techniques, y compris celle des « travaux au ras du sol » demandés en priorité au « fokonolona »<sup>4</sup> visait donc à provoquer le décollage économique d'un vaste pays sous-développé potentiellement riche en ressources agricoles malgré des handicaps certains (états des sols, moyens de communication, problème de l'eau et de l'énergie), et très attaché à la petite propriété privée.

---

<sup>4</sup> le mot « fokonolona » désigne une institution fondée sur les liens de solidarité entre les membres d'un village ou d'une commune.

Voulant affirmé un nationalisme fort, le président Tsiranana choisit une option politique refusant le libéralisme irresponsable qui ne cherche que du profit, refusant également le matérialisme marxiste, et enfin refusant la dépendance comme il l'exprima dans un de ses discours en 1962 : « ...la voie malgache vers le développement sera le socialisme . Ce socialisme sera notre socialisme.....un socialisme pratique et humain qui vivra et prospérera sans se préoccuper des grandes théories souvent dépassées par les évènements »<sup>5</sup> Les hommes politiques malgaches se méfièrent des doctrines, ils entendirent trouver une solution à chaque problème sans trop se préoccuper de la couleur politique des options. Le socialisme malgache à cette époque fut au fond non pas une doctrine, mais une méthode qui se voulut libre de prendre ses matériaux là où ils se trouvent. C'était une affirmation de son identité, de son choix libre, d'une certaine indépendance...

### 13-Présence française et accord de défense :

#### 1.3.1 Création de l'Armée malgache et coopération française :

Entre cette politique intérieure qui se voulut nationaliste et son désir de rayonner sur le plan international , l'Armée qui fait partie des instruments de toute politique étrangère , tint une place particulière dans ce pays encore nouvellement indépendant .

Tout d'abord , l'Armée malgache au tout début de l'indépendance fut presque purement française du fait que la majorité des éléments qui la formaient faisait partie de l'Armée française, aussi bien les cadres officiers et sous-officiers que les hommes du rang. Un choix a été donné aux ressortissants malgaches : soit ils restèrent dans l'armée française et acquièrent de fait la citoyenneté française , soit ils rejoignirent la nouvelle Armée malgache. Ces derniers furent nombreux et malgré le fait qu'ils étaient pour la plupart peu au courant des exigences d'une politique de Défense et ne pouvaient immédiatement apporter une contribution efficace à la mise sur pied théorique des premières Unités, ils

---

<sup>5</sup> Discours prononcé à l'occasion des journées de développement, Tananarive, Imprimerie nationale, 1962, p.15

étaient par contre animés d'une grande foi et d'une certaine fierté d'être vraiment les premiers pionniers de l'Armée de l'indépendance.

### 1.3.2 – Accord de défense et géopolitique française :

L'accord de défense que Madagascar a conclu avec la France a permis d'envisager l'avenir avec sérénité : le pays était encore classé sous-développé en cette période de l'histoire et l'importance de son économie ne lui permettait pas encore l'entretien d'une Armée capable d'assurer efficacement sa défense propre. Il n'a donc à ce moment qu'« un attribut de prestige de sa souveraineté nationale » qui judicieusement adapté au concept national, peut assurer le maintien de l'ordre intérieur et participer à une défense communautaire en zone d'Outre-mer comme il a été souvent le cas entre pays liés par un accord de défense. L'ampleur de la tâche sembla hors de proportion avec les moyens très limités du pays.

Mais les accords de défense signés entre la République Malgache et la République française et qui fixèrent le rôle de l'Armée française donnèrent confiance à la toute jeune Armée malgache :

« ils posent le principe que les deux Républiques se prêtent aide et assistance pour la défense de la Communauté dont ils font partie. La République malgache reconnaît à la France la libre disposition de bases et d'installations militaires afin de lui permettre d'assurer la responsabilité dans la défense commune et à l'échelle mondiale. Elle lui reconnaît en particulier la libre disposition de la base de Diégo-Suarez, de celle aérienne d'Ivato et la libre circulation dans les eaux territoriales et l'espace aérien malgache.

Ils ressort de ces accords et des annexes qui leur sont jointes, que la France s'est vue confier la partie stratégique de la défense, celle qui s'insère dans un conflit mondial, qu'elle a conservé tout ce qui dans un appareil militaire est techniquement coûteux (aviation, marine, transmission à l'échelon élevé, logistique).

La République malgache se réservait avant tout les troupes terrestres organisées en régiments interarmes et s'attribuait la responsabilité de sa défense intérieure.....

Comment peut-on analyser cette présence française, présence dans des bases qui ne jouissent d'aucune exterritorialité, car elles demeurent sous souveraineté malgache, bases dont le commandement relève du gouvernement malgache pour tout ce qui concerne le commandement militaire territorial et dont le chef, pour être désigné, doit recevoir l'agrément de Tananarive (capitale de Madagascar) ?

Un premier point est à établir, c'est que, situées à 10.000km de l'Europe, ces positions ne défendent pas un dispositif français. La France à Diégo ne protège pas la France, elle prend une position dans un dispositif infiniment plus large que celui de la défense du sol européen, c'est celui de la défense du monde libre dans lequel Madagascar entend tenir une place. »<sup>6</sup>

De par sa situation géographique, Madagascar présente un intérêt indiscutable dans le cadre de la stratégie mondiale : « Ce porte-avion de l'Océan Indien, disait feu l'Amiral Barjot, est le tremplin naturel pour toute force de pénétration vers l'Afrique, en provenance des pays d'Asie » La rivalité Est-Ouest, semblait se cristalliser en ce moment en Afrique. Chaque bloc cherchait à la faire basculer dans un sens ou dans l'autre. Dans la stratégie du monde libre, Madagascar commanderait tout l'Est africain : du cap Gardafui au Cap de Bonne Espérance. L'importance de la base stratégique de Diégo-Suarez (port se situant à l'extrême Nord de Madagascar), fut indéniable en cas de conflit dans ce théâtre d'opérations.

Malgré cette présence massive même non contraignante de la France à travers son Armée à Madagascar, le gouvernement malgache a tenu à donner à son Armée la dénomination d 'Armée Nationale. Le président de la République, qui fut aussi Chef suprême de l'Armée, voulut qu'elle soit profondément intégrée dans le peuple, et qu'elle soit l'expression physique de toute la population.

« Le peuple ne pouvait croire à l'indépendance du pays qu'en voyant marcher derrière le drapeau de l'Etat une Armée bien malgache, bien à lui. L'opinion publique exigeait une Armée nationale, c'est d'ailleurs ce que traduit l'exposé des motifs de l'ordonnance portant organisation de la défense de Madagascar qui contient la phrase

---

<sup>6</sup> In « La république malgache » de Roger Pascal dans Monde d' Outre-mer 1965 p.143

suiuante : ces dispositions sont encore plus nécessaires et urgentes lorsqu'il s'agit d'une jeune nation venant d'acquérir son indépendance et désireuse d'affirmer de façon solennelle et décisive sa souveraineté internationale. »<sup>7</sup>

Il est donc clair que quel que soit les accords internationaux qui liaient Madagascar avec la France et malgré les menaces qui se dessinaient toujours avec la lutte d'influence des deux blocs dans le monde et surtout dans cette partie de l'Afrique, l'île avec son président restait toujours intransigeante quant à sa souveraineté nationale. Mais ce nationalisme n'a jamais été dur. Elle tenait plus de l'idée de « fihavanana »<sup>8</sup> qui souvent domine la vie sociale : cette notion suppose une compréhension mutuelle entre deux partenaires. Donc cette idée d'affirmer son nationalisme tout en préconisant l'étroite coopération militaire avec la France releva d'un choix politique propre sans aucune contrainte et le pouvoir l'a toujours affirmé .

## 14- Armée malgache face à l' indépendance :

### 1.4.1 – Armée malgache et développement national :

L'Armée malgache encore modeste soit-elle alla jouer un rôle important dans la vie de la jeune nation . Divisée en trois grandes forces : l'Armée nationale, le Service civique, et la Gendarmerie nationale, matérialisant la souveraineté nationale, elle a reçu comme toutes les Armées du monde une mission essentiellement militaire : la défense et la protection du patrimoine national. Comme il a été dit plus haut, il n'était pas question, en cette période , de songer à assurer seule sa défense extérieure avec les moyens dont elle disposait.

Cette défense extérieure s'inscrivit dans un cadre plus étendu du monde libre. La mission primordiale fut l'instruction du contingent- l'exploitation sur le terrain de la formation acquise comme les manœuvres d'unité, les tournées de brousse dans le cadre des activités régimentaires, les manœuvres du territoire faites conjointement avec les

---

<sup>7</sup> in « La république malgache » de Roger Pascal dans Monde d'Outre-mer- 1965

<sup>8</sup> le mot « fihavanana » exprime en malgache une bonne entente, une idée de réconciliation.

Forces françaises stationnées au pays. Il y avait également la politique de présence avec le défilé en ville, les manœuvres interarmées dans la région.

Une autre mission enfin, qui lui fut dévolue, fut aussi la participation au développement économique du pays. Des unités constituées exécutèrent des travaux d'intérêt général. Le principe admis était l'apport par l'Armée d'une aide à la population civile. Par des activités civiques, l'Armée malgache concourut à la réalisation des conditions de développement du pays. « Le service civique » qui constitua à lui tout seul une petite Armée resta une des spécificités de l'Armée malgache : par sa mission propre qui fut de participer à des activités de développement dans les campagnes, il aidera à améliorer les moyens de communication, donc les échanges entre les groupes humains. Il apporta aussi des possibilités de formation aux paysans en effectuant des instructions dans les écoles primaires, soulagea les malades par des soins et surtout partagea l'expérience en agriculture et élevage à la population rurale souvent éloignée des « nouvelles techniques ».

#### 1.4.2 – La gendarmerie française et malgache entre l'indépendance malgache et la politique française :

A l'exemple de l'Armée nationale qui a été créée avec pratiquement tous des français à la tête de chaque formation élémentaire, ceci étant dû essentiellement au manque encore des cadres malgaches, la gendarmerie nationale malgache connut le même phénomène lors de sa création .

« La Gendarmerie nationale malgache pour sa part, occupa une place spécifique. Bien que rattachée aux Forces Armées, elle disposa d'une plus grande autonomie. Et fait inédit en ce début d'indépendance, contrairement aux autres armes, elle fut commandée, jusqu'en 1969, par un officier français, le colonel Bocchino. Après cette date, ce colonel, devenu chef d'Etat-major particulier de la Présidence de la République, continuera, en fait, à avoir la haute main sur la gendarmerie, sans passer par l'Etat-major des Forces Armées. »<sup>9</sup>. Cette situation ne fut pas sans créer un profond malaise au sein

---

<sup>9</sup> In « Rivalités politiques et socialisme à Madagascar » de Pascal Chaigneau dans CHEAM –1985- p.49

de l'Armée malgache du fait que souvent cet officier français en l'absence du Président de la République aurait parlé en son nom avec ce que cela supposa d'idée personnelle et d'idée du chef ...

L'histoire militaire malgache retiendra avec les récits et les anecdotes retenus par les anciens officiers durant cette période que l'agissement de cet officier de gendarmerie française durant la première République malgache a constitué un profond malaise dans la relation entre l'Armée nationale et la gendarmerie malgache . Un des premiers officiers de gendarmerie malgache de l'époque témoigna : « Beaucoup de choses ont été dites sur le colonel Bocchino, chef de l'état-major particulier du Président de la République, détaché par l'assistance militaire technique française auprès du gouvernement malgache.

Le principal reproche c'était d'abord d'avoir moins de galons que le général Ramanantsoa, chef d'Etat-major général, mais qui était habilité à parler au nom du Président de la République, chef suprême des Forces armées et de qui il avait délégation de signature pour certains actes réglementaires. Cette situation était une source continue de frictions entre l'armée et la gendarmerie, compte tenu par ailleurs de la nationalité du poste »<sup>10</sup>

Mais vu sous un autre angle, sa place et sa présence dans une si haute fonction put s'expliquer aussi par l'intimité de la relation que le président de la République de l'époque a voulu tisser avec la France. Des gens se posèrent tout de même la question si cette ambiguïté fut un réel choix de Madagascar ou une volonté délibérée de la France de tenir la main haute sur l'Armée Malgache. La seconde réponse sembla la mieux partagée par une majorité d'officiers malgaches qui y virent un vaste plan de la France de maintenir son étendue géopolitique dans l'Océan Indien à travers l'Armée malgache interposée.

Cette anecdote ne dut pas cependant occulter la qualité des relations entre la gendarmerie française et la gendarmerie malgache , comme en témoigna la situation suivante , rapportée lors la création de la jeune Armée malgache : « A la suite d'accords

---

<sup>10</sup> in « Forces Armées malgaches- Entre devoir et pouvoir » de Rakotomanga Mijoro dans l'Harmattan 1998, p39

bilatéraux entre la France et Madagascar, toute la gendarmerie française installée à Madagascar est devenue malgache avec ses bâtiments, logements, matériels, fonds de masse...Cet amalgame fut un succès et, à l'inauguration de l'école de gendarmerie à Moramanga (localité dans l'Est du pays), le président de la République devait dire : Afin que cette fusion soit plus intime encore, je n'ai pas hésité à intégrer dans cette gendarmerie nationale malgache, les officiers et sous-officiers de la gendarmerie française, que tous les malgaches connaissent depuis si longtemps et qui, depuis si longtemps, ont fait ici la preuve de leur civisme, de leur droiture, de leur valeur professionnelle et de leur entière loyauté à l'égard des institutions.

Ces personnels français ont accepté très volontiers cette intégration et je leur demande de continuer à faire bénéficier de leur savoir et de leurs traditions les malgaches qui leur sont confiés pour en faire des gendarmes à leur image. C'est presque de l'abnégation que je leur demande là, puisque je leur donne la mission de préparer eux-mêmes leur propre relève en formant le plus complètement et le plus rapidement possible, les malgaches destinés à les remplacer.

Et si je ne crains pas de leur fixer cette nouvelle mission, c'est qu'ils ont déjà prouvé que , aussi délicates ou ingrates qu'aient pu être leurs tâches, Madagascar avait toujours pu faire une entière confiance. »<sup>11</sup>

Ainsi donc, à l'initiative du président de la République, la gendarmerie qui eut un rôle très importante dans la société malgache constitua un des témoins du lien profond entre la France et Madagascar.

#### 1.4.3 – Les fruits de la coopération :

Mais s'il y eut un volet qui marqua encore cette imbrication de l'Armée malgache et de l'Armée française, ce fut la formation. Pour pouvoir représenter au mieux le pays , pour tenir convenablement sa place dans le nouvel environnement, et surtout pour affirmer pleinement sa souveraineté, Madagascar ouvrit une école d'officier et de sous-officier

---

<sup>11</sup> in « La république malgache » de Roger Pascal dans Monde d'Outre-mer –1965 p.145

avec l'aide remarquable de la France qui lui a fourni le personnel et les matériels nécessaires pour un bon départ car l'Armée se doit d'avoir des cadres de qualité.

La majorité des cadres et instructeurs seront au début français , le reste appartient à la partie malgache. Personne ne mettra en doute la qualité de l'enseignement, tant ce dernier fut imprégné de la pure culture militaire française et adapté au mieux au nouveau cadre de vie des malgaches. Le général G. Ramanantsoa , chef d'Etat-major de l'Armée malgache a insisté à cette époque à ce que les officiers malgaches issus de l'Académie militaire soient vraiment dignes de leur grade et n'aient point une formation « au rabais » .

Il faut reconnaître enfin que durant la première République, grâce aux aides sous diverses formes de l'Armée française, les Forces Armées malgaches ont vraiment pu relever le défi de réussir et ont pu montrer leur efficacité dans les missions qui leur sont confiées : l'application des règlements et de la discipline militaire française en son sein, les moyens mis en œuvre pour son fonctionnement ont permis d'avoir en contrepartie des militaires dignes de ce nom. Les militaires français qui ont servi avec eux pendant des durées plus ou moins longues (selon la mission) , avec les sacrifices qu'ils ont consentis loin de leur pays , méritèrent une mention particulière. La France eut une part considérable dans la création de l'Armée malgache et cette dernière lui en fut particulièrement reconnaissante, et l'histoire retiendra que les considérations politiques n'ont jamais pu effacer les liens entre les deux Armées. Les événements ultérieurs, même avec le changement idéologique de Madagascar, le prouvera.

## II-L'avènement du socialisme et la II<sup>o</sup> République :

### 21- Phase transitoire et début du basculement vers le bloc de l'Est :

#### 2.1.1 – La chute de la première République :

Sur le plan politique, Madagascar connut plusieurs événements à partir des années 70 avec d'abord la révolte des paysans dans le Sud du pays à l'instigation d'un

parti politique se réclamant maoïste et luttant pour les petits paysans ( le MONIMA)<sup>12</sup> Cette révolte matérialisée par des attaques des camps militaires et des casernes de la gendarmerie eut pour raison de dénoncer le déséquilibre flagrant du progrès entre les villes et les campagnes : ces dernières furent souvent l'objet de famine et de l'insuffisance à cause de l'oubli du pouvoir central . Mais elle fut durement réprimée par les forces de l'ordre envoyées par le pouvoir central .

En Mai 1972, un autre mouvement populaire initié d'abord par les étudiants, puis suivi par les ouvriers et enfin par toute une foule innombrable non seulement dans la capitale mais aussi dans toutes les provinces alla marquer un tournant décisif dans la situation politique du pays. En effet ce mouvement s'apparentait plus à un soif de changement de société, une sorte de « nouveau contrat social » qu'à autre chose. Parmi les revendications de la foule figuraient « la malgachisation » qui en fait n'était qu'une dénonciation de la mainmise des étrangers sur toutes les affaires nationales.

Sur le plan culturel par exemple, les jeunes réclamaient un programme « plus malgache » et qu'on abandonnait le français qui n'était qu'un « signe d' acculturation ». Sur un autre plan, la vie économique était dominée par les multinationales comme la compagnie lyonnaise ou la compagnie marseillaise qui détenaient la majorité des circuits import-export des produits agricoles malgaches et des produits manufacturés venant de l'extérieur ne laissant aucune place aux jeunes cadres malgaches de plus en plus impatients de prendre part à la direction des affaires nationales et prompts à crier à l'injustice. La phraséologie qui fleurissait à cette époque-là, à savoir le néocolonialisme, n'avait d'autre but que l'accès à plus d'équité socio-administrative doublé d'un sentiment de nationalisme qu'on voulait exprimer .

### 2.1.2 – Accession des militaires au pouvoir :

Devant l'ampleur du mouvement et la pression de la rue, le premier président de la République malgache Ph. Tsiranana quitta le pouvoir en Mai 1972 et le remit au Général

---

<sup>12</sup> MONIMA ou Malagasy Otronin'ny Malagasy veut dire Malgache appartenant aux malgaches : parti créé par le leader nationaliste Monja Jaona , très connu pour sa lutte contre le colonialisme .

Ramanantsoa le plus ancien dans le grade le plus élevé et chef d'Etat-major général de l'Armée malgache qui forma aussitôt son gouvernement .

Son ministre des affaires étrangères, en l'occurrence le capitaine de corvette Didier Ratsiraka, commença de son côté à révolutionner la politique extérieure de Madagascar : révision des accords de coopération avec la France avec des mesures toutes nouvelles comme le retrait de la zone franc ou le retour à la souveraineté nationale des bases militaires jusque là occupées par les militaires français implantées sur le territoire ( base navale de Diégo-Suarez et base aérienne d'Ivato à Tananarive) , tout en se posant en défenseur acharné de la « lutte de libération des peuples encore sous le joug de l'apartheid et de l'impérialo-capitalisme ». Il alla très rapidement édifier un réseau de relations extérieures totalement opposé à celui structuré sous la Première République et ses voyages à l'Est sembla le conforter dans ses options : Corée du Nord , Chine populaire , Viêt-Nam , Union Soviétique.

Suite à divers bouleversements et une succession d'évènements politico-militaires et politico-sociaux , le général Ramanantsoa qui dirigea le pays durant 3 ans démissionna et remit les pouvoirs à un colonel de gendarmerie qui fut son ministre de l'Intérieur Ratsimandrava Richard . Mais à peine ce dernier occupa-t-il sa fonction qu'il fut assassiné 5 jours plus tard le Février 1975. Un Directoire militaire prit provisoirement le pouvoir avant de le remettre définitivement quelques mois plus tard , à l'ancien ministre des affaires étrangères Didier Ratsiraka qui alla faire évoluer Madagascar dans la ligne d'un « Etat à orientation socialiste ».

## 22- L'orientation socialiste de Madagascar : les facteurs déclenchant :

Le revirement politique brusque de Madagascar vers le bloc de l'Est fut vraiment une grande surprise, compte tenu de son environnement politique durant la première République et du poids de son passé historique avec la France. Avec l'avènement de Didier Ratsiraka , le monde politique malgache alla changer complètement. Avec un régime présidentiel fort , il alla mettre en place une politique intérieure et extérieure à fort connotation marxiste. Et ce changement marqua encore la rupture avec la France .

Mais il faut analyser plus profondément la situation géopolitique dans cette partie de l'Afrique et surtout la situation interne qui a prévalu à Madagascar en cette période pour mieux appréhender le problème .

#### 2.2.1 –Influence des partis politiques d'obédience communiste :

A son accès au pouvoir , mis à part le grand parti PSD (parti social démocrate) de l'ancien président de la République Tsiranana , trois formations d'obédience marxiste ont déjà existé à Madagascar et se sont avérées les plus grands bénéficiaires du nouveau régime. Il s'agit du parti AKFM ( Antokon'ny kongresista ho an'ny fahaleovantenan'i Madagasikara ou parti des congressistes pour l'indépendance de Madagascar ), une des plus anciennes formations politiques à Madagascar et dirigée par un pasteur et politicien bien connu pour avoir été toujours dans l'opposition durant la première République, Andriamanjato Richard ; du MFM ( mpitolona ho an'ny fanjakan'ny madinika ou militants pour l'avènement du pouvoir prolétarien ) un parti se réclamant du mouvement prolétarien et trouvant des adhérents surtout parmi les jeunes des couches défavorisées et dirigé également par un politicien pro-soviétique et professeur d'université très connu dans le pays Manandafy Rakotonirina et enfin le MONIMA, parti que l'on a déjà évoqué plus haut lors de la chute de la première République. Ces partis aux options clairement pro-soviétiques ou pro-chinois se trouvèrent associés à l'appareil de l'Etat et apparurent très logiquement comme des interlocuteurs politiques privilégiés lors de la création de la nouvelle « République démocratique de Madagascar ». Leur présence aux côtés du pouvoir semblèrent une caution qu'ils apportèrent à la nouvelle idéologie véhiculée alors que la population dans son ensemble au contraire n'arrivèrent pas encore à bien cerner les nouvelles données politiques mises en place.

#### 2.2.2- L'échec du « néo-colonialisme » :

Lors de la première République , il faut reconnaître tout de même que malgré les efforts du président Tsiranana de promouvoir le développement du pays à travers une relation très étroite avec la France, tous les secteurs clés de l'économie à savoir l'industrie ,

l'agriculture et l'élevage, le commerce, étaient en grande partie aux mains des sociétés ou compagnies étrangères. Il en était de même pour les banques, les sociétés d'assurance, les grandes sociétés de distribution d'hydrocarbures avec Shell, Agip, Total ...

.Sur le plan monétaire, malgré la stabilité de la balance de paiement du pays avec l'adhésion à la zone franc, cela a eu peu d'impact sur la population. Ces différents facteurs ont donc contribué au rejet par la population de tout ce qui est « étranger » et les ont incité à réclamer la souveraineté nationale par une dépossession des richesses du pays encore aux mains de ces étrangers, notamment français, nombreux à s'être installés à Madagascar .

L'alignement du gouvernement de la première République sur la France eut en fait pour conséquence une apparente léthargie de l'évolution politique et économique. Bien que discrète, la contestation fut cependant réelle et l'opinion fut plus sensible à l'immobilisme qu'aux promesses réitérées de développement garanti. Cet échec de la politique économique sonna le glas du pouvoir qui alla connaître la montée de la colère populaire avant de voir ensuite sa propre chute.

### 2.2.3-Emergence de nouveaux concepts : tiers-mondisme - non-alignement :

A l'échec du modèle occidental, les politiciens qui ont bien suivi la situation à Madagascar en cette période ont trouvé de nouveaux concepts qui cadreraient parfaitement à la situation de Madagascar : le tiers mondisme, le non-alignement, le progressisme .

Ces mots nouveaux rappelèrent d'abord l'existence d'une zone immense de la planète pour laquelle la question primordiale n'était pas sur quel camp s'aligner, mais quelle serait, à son égard, l'attitude des Etats-Unis et de l'Union Soviétique. A la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, la moitié de l'Asie, la presque totalité de l'Afrique ainsi que des Caraïbes et de l'Océanie demeuraient des colonies. Pour ce vaste monde sous tutelle,

changer la situation existante devint une priorité. Ces pays se rendirent compte qu'ils eurent des caractéristiques propres et qu'ils ne furent pas nécessairement impliqués dans la guerre froide. Leurs revendications se voulaient avant tout un refus de l'hégémonisme américain et en même temps une dénonciation de la politique soviétique .

Ces Etats africains- asiatiques- latino-américains se nouèrent des liens sous l'étiquette de pays « non-alignés » et allèrent imposer donc les nouvelles phraséologies dans leur discours politique qu'ils jugèrent parfaitement adaptées à la situation internationale du moment : ils disposaient, à l'Assemblée générale de l'ONU, d'une majorité leur permettant d'imposer une série de déclarations légitimant leurs aspirations anticoloniales et autres... Ils voulurent se démarquer de la politique des grandes puissances et pensèrent créer une troisième voie qui ne s'aligna sur l'un des deux blocs et par laquelle ils comptèrent accéder plus rapidement à un développement juste et équitable de leur économie. Pour la plupart de ces pays qui ont connu les affres de la colonisation et où la pauvreté surpassait- et de loin – celle des pays industrialisés, la priorité allait à la « libération nationale ».

Pour Madagascar, l'environnement politique international était plus que favorable à la réalisation de la plupart des nouvelles idées que le nouveau président défendit et avança au peuple malgache comme nouveau précepte . Didier Ratsiraka alla se définir comme un grand adepte du tiers- mondisme, un fervent défenseur du non-alignement et du progressisme, des notions qui trouvèrent beaucoup d'adeptes parmi les jeunes Etats appelés encore « sous-développés » en cette période. Pour Didier Ratsiraka , le non-alignement : « c'est la première revendication collective et juridique de l'égalité des droits, du respect de la justice par le tiers monde. Son dogme fut le respect de l'intégrité et de la souveraineté territoriales de toutes les nations. Sa devise et son objectif : la reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de l'égalité de toutes les nations, petites et grandes [...]. Le non-alignement ne signifie pas non-engagement ; nous sommes engagés dans une lutte anti-impérialiste, anti-néocolonialiste, anti-raciste, anti-apartheid et antisioniste . »<sup>13</sup>

---

<sup>13</sup> in « Stratégies pour l'an 2000 » de Didier Ratsiraka –Editions Afrique Asie Amérique Latine- 1983.

#### 2.2.4 –L’Afrique : nouveau foyer de tension et axe de pénétration de l’Union soviétique :

Cette période marqua aussi le début des foyers de tensions et qui se sont déplacées en Afrique avec les conflits intercommunautaires ou les conflits identitaires engendrés souvent par l’existence des frontières artificielles héritées de la colonisation, par l’existence d’un conflit d’idéologie ou encore par des problèmes de religion . Parmi les plus graves qu’a connu l’Afrique, il y avait le conflit entre la Somalie et l’Ouganda , les guerres entre les mouvements de libération nationales en Angola, au Mozambique, en Namibie et leur opposition armée ...

Madagascar avec la présidence de Didier Ratsiraka s’affirma comme un grand défenseur de toutes ces luttes de libération nationale et un grand adepte du tiers mondisme .

Face à ce déplacement des conflits en Afrique, un autre facteur mérite d’être mentionné et qui joua un rôle éminemment important non seulement à Madagascar mais aussi dans presque tous les pays africains « en lutte de libération nationale » : avec son idéologie considérée comme ce qui « correspondit et s’adapta le mieux » aux aspirations de ces nombreux jeunes Etats de l’époque, l’Union Soviétique trouva un terrain idéal pour confirmer un peu plus son entrée en force en Afrique.

Pour Madagascar, cette entrée a été facilitée par l’abandon progressif de l’idéologie capitaliste véhiculée par la France et par la mise en place presque forcée d’une idéologie nouvelle marxiste avec l’arrivée au pouvoir de Didier Ratsiraka et à l’aide des partis déjà existants et ayant un penchant fortement marxiste. L’Union Soviétique, patrie du marxisme s’apparenta alors à un « parrain » de ces petits pays se déclarant récemment socialistes ou communistes du Tiers Monde. Sans le cacher, Didier Ratsiraka confirma dans un de ses discours : « L’Union Soviétique est l’alliée objective des pays du Tiers Monde ».

#### 2.2.5 – Choix politique de la France :

Lors du mouvement populaire en 1972 , lorsque l'ancien président Ph. Tsiranana commença à perdre inéluctablement son pouvoir, les autorités françaises ont opté pour une non-intervention bien que leur potentiel militaire sur le terrain et les accords de coopération ( accords d'assistance militaire technique et surtout accord de défense ) le leur auraient permis. En effet, même si cela n'a pas été affirmé officiellement, cette décision française traduit un choix politique de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre pays, d'autant plus que le choix politique des nouveaux dirigeants malgaches n'indiqua une rupture avec la France encore liée à Madagascar dans plusieurs domaines .

Par ailleurs, le général Ramanantsoa à qui le président Tsiranana remit les pleins pouvoirs jouit auprès de l'autorité française de l'époque d'une réputation de pro-français et donc favorable à une politique pro-occidentale. Il posséda la double nationalité française et malgache, premier malgache à être diplômé de St-Cyr avec de brillants résultats, a participé à la campagne d'Algérie en tant qu'officier français. Donc rien ne sembla changer à ce stade dans la politique extérieure malgache et cela reconforta les politiciens français.

#### 2.2.6 – Dimension politique et personnalité de Didier Ratsiraka :

Lors de sa nomination au poste de ministre des affaires étrangères par le général Ramanantsoa, le capitaine de corvette Didier Ratsiraka alla marquer de son empreinte la politique étrangère de Madagascar. C'était lui qui le premier engagea Madagascar vers une politique dit « tout azimut » qui préconisa entre autre une politique d'ouverture vers tous les pays qui respectent sa souveraineté et son indépendance nationale. Une nouveauté toutefois dans ce choix politique : priorité dans les relations avec les pays qui partagerent la même lutte contre l'impérialisme dans toutes ses formes et contre toute autre forme de « domination de l'homme et de tout homme », et s'il existait en cette période des pays faisant leur ce choix politique, ce furent tout naturellement les pays à option socialiste ou communiste comme la Chine, l'U.R.S.S, la Corée du Nord, le

VietNam sans oublier les « pays frères » comme l'Algérie, le Mozambique, l'Angola, La Libye.....

Au milieu de tout ce nouvel environnement, Didier Ratsiraka a voulu affirmer tout haut son nationalisme et sa fierté d'être malgache en qualifiant Madagascar de « pays fier de son passé, de ses coutumes, et de ses traditions ! Une nation travaillant dans l'exaltation de la lutte présente contre le sous-développement, l'injustice, et la pauvreté ! Un peuple, enfin, déterminé à affirmer son identité, sa personnalité et sa souveraineté face à l'avenir !.....

Malgaches, nous tenons à affirmer solennellement [...] qu'après plus de quatre-vingts ans d'abdication et d'effacement, Madagascar connaissant une véritable palingénésie (traduire : retour des mêmes événements, d'où, au sens figuré, Renaissance), entend désormais jouer pleinement le rôle qui doit être le sien dans cette partie de l'Océan Indien. C'est ainsi par exemple, que nous avons mis fin à douze ans de méfiance, de prévention et d'incompréhension à l'égard d'un certain nombre d'Etats socialistes ou progressistes en établissant avec tous les pays, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest, des relations dépourvues de passion fondées sur l'estime réciproque, sur une claire compréhension des intérêts communs et sur les cinq principes de la coexistence pacifique.

Et nous comptons aller de l'avant dans cette politique d'ouverture franche et sincère, car c'est là, croyons nous, la marque du pragmatisme le plus pragmatique, et du réalisme le plus réaliste..... »<sup>14</sup>

En voulant se démarquer de la politique de certains pays « qui ne font que copier sur le modèle des autres », il alla essayer de valoriser le peuple malgache, en mettant en avant ses qualités intrinsèques comme il l'évoqua encore dans un de ses discours lors d'une tournée à l'intérieur du pays : « il faut vivifier le génie créateur de solutions malgaches aux problèmes malgaches ».

---

<sup>14</sup> Discours de Didier Ratsiraka, ministre des affaires étrangères de la République malgache lors de l'Assemblée générale des Nations Unis à New York le 5 Octobre 1972.

Avec une telle option politique affirmée, à la fois nationaliste et plus à gauche, Madagascar s'avança vers un nouvel horizon, rompant petit à petit avec les anciens partenaires de droite d'hier et du coup changeant la géopolitique dans cette zone censée être « la chasse gardée » du seul bloc occidental jusqu'alors.

### 23 - L'Armée et la société socialiste :

En Décembre 1975, le peuple malgache approuva par référendum et en un seul vote la nouvelle constitution, l'élection à la présidence de l'unique candidat Didier Ratsiraka et la « Charte nationale de la révolution malgache »<sup>15</sup> A partir de cette période d'accession de Didier Ratsiraka à la magistrature suprême, Madagascar alla évoluer sur le plan politique intérieur et extérieur sur un fond socialiste.

Même si Didier Ratsiraka a voulu instauré un socialisme spécifique et national, à la lecture de la charte nationale de la révolution malgache il fut facile de comprendre que ceci puisa ses racines et ses sources dans les principes du marxisme-léninisme et dans les différentes lectures qu'on en fit. En tout cas, le choix fut sans équivoque dans son programme de gouvernement : « la seule voie de développement est celle du socialisme ... ». Son programme écrit dans la « Charte de la révolution socialiste malgache » ou communément appelée « livre rouge » justifia le choix du régime pour lutter contre l'impérialisme, le colonialisme et exposa une stratégie à long terme en vue d'instaurer le pouvoir populaire à tous les niveaux. Le discours fut résolument de tonalité marxiste même si le régime ne se réclama pas expressément de cette philosophie

#### 2.3.1-Nouveau concept de défense et rôle des Forces Armées populaires :

Après la révision des accords de coopération avec la France en 1973, l'ouverture de Madagascar vers les pays de l'Est s'est traduite par l'établissement de relations de coopération économique et militaire. L'étude suivante portera sur le changement

---

<sup>15</sup> Document idéologique élaboré par Didier Ratsiraka et qui justifie et retrace le choix socialiste révolutionnaire du pouvoir.

profond qui a eu lieu au sein de l'Armée malgache. Le président Didier Ratsiraka alla opérer une réforme structurelle de l'Armée qui elle, alla intégrer dorénavant les autres forces vives du pays, dans l'élaboration d'un projet politique global .

Loin de rester à l'écart des problèmes politiques comme elle a toujours fait au sein de la « Grande muette », l'Armée allait quitter les camps et les casernes pour jouer un rôle politique et ne cessa d'élargir son champ d'influence dans tous les secteurs de la vie publique. Les militaires sont appelés à devenir des « peuple soldat » et auront au même titre que les civils à assumer la mission d'édification et de sauvegarde de la révolution socialiste. Désormais l'appellation d'Armée nationale sera changée en « Forces Armées populaires » ou comme le président aime rappeler dans ses discours « ce sont des militants en uniforme ».

Avec cette nouvelle vision de l'Armée et fort de la nouvelle coopération avec les pays de l'Est, le pouvoir effectua d'importants achats de matériels d'armement en plus des aides octroyées gratuitement au nom de la solidarité idéologique par « les pays amis » comme la Corée du Nord, l'Union Soviétique et enfin la Chine. « Entre 1975 et 1981, les dépenses militaires de la République démocratique malgache varièrent de 27 millions à 112 millions de dollars pour un pourcentage du PNB accordé à la défense allant de 1,7 % à 6,1 % »<sup>16</sup>

Existence réelle d'une menace d'invasion - tentative de déstabilisation - ou encore simple crainte de politicien : toujours fut-il que ces différents schémas ont pu être avancés pour justifier cette politique de réarmement des Forces Armées malgaches . Durant une période assez longue, des menaces d'invasion de mercenaires ont été souvent évoquées par le pouvoir, en plus d'une possible tentative de déstabilisation à partir d'un territoire voisin ou venant de l'Afrique du Sud devenue un ennemi potentiel du régime. Le pouvoir se réclame être un champion du non-alignement et partageant la lutte des « peuples frères » qui furent encore sous le joug du néocolonialisme, de l'impérialisme et de l'apartheid ...

---

<sup>16</sup> In « Rivalités politiques et socialisme à Madagascar » de Pascal Chaignaux dans CHEAM -1985 p 138

Aussi le concept de la défense se basera sur « les priorités données aux Forces Armées pour être capables de défendre non seulement les acquis de la révolution mais surtout contre les actes de déstabilisation venant de l'extérieur et enfin pour soutenir les pays frères en lutte », comme le Zimbabwe qui envoya à Madagascar des stagiaires pour suivre la formation d'officier à l'Académie militaire ou les Seychelles qui recevaient à une certaine époque des unités des Forces d'intervention malgaches pour parer à une « menace d'invasion de mercenaires venant de la Grande Bretagne, dit on, et à la solde de l'opposition au régime de M.France Albert René » .

Il fut clair que l'ennemi commun fut l'impérialisme occidental et que « les pays frères » se durent d'apporter aides et assistance en cas de danger mettant en cause la révolution ou la lutte de libération nationale. Le camp dans lequel Madagascar se trouva désormais fut sans équivoque : elle fit partie des pays socialistes et partagea le même choix politique que ces pays.

### 2.3.2 Le non-alignement malgache :

C'est dans sa politique étrangère que le président Ratsiraka a pu donner la mesure de ses ambitions nationalistes. Du haut de toutes les tribunes du monde, il a pu faire entendre le point de vue malgache :

« Cette idée d'indépendance politique, il l'a puisée chez de Gaulle. Il tente d'appliquer à son pays la philosophie du Général : il n'y a pas d'indépendance sans rupture totale, témoigne l'amiral Lanxade . Il [...] a compris que si son pays, d'un point de vue géopolitique, attisait alors les convoitises des Américains et des Soviétiques, sans compter l'intérêt français, il ne pouvait, seul, prétendre résister à pareille pression. Son engagement dans le large mouvement des non-alignés, aux côtés de Fidel Castro et d'Indira Gandhi, n'est pas seulement dicté par des convictions politiques ; c'est aussi une manière d'abriter Madagascar derrière un paravent pour éviter d'avoir à trancher clairement pour l'un et l'autre des blocs qui s'affrontaient.

En effet, si Didier Ratsiraka vilipendait les Etats-Unis et Israël pour leur « conduite expansionniste », en condamnant le modèle de société que proposait la première

puissance du monde, puisqu'il avait engagé son pays sur des voies qui semblaient mener à Moscou, il développait néanmoins une méfiance évidente à l'égard du Kremlin, visible dans ses discours : il dénonçait la dégradation des termes de l'échange, héritée du post-colonialisme, il tirait à boulets sur l'exploitation, par les pays riches, des matières premières des pays en voie de développement, mais il n'était pas dupe de l'hégémonie rampante dont faisaient montre les Soviétiques qui n'avaient qu'un souhait : installer une base navale dans la baie de Diégo-Suarez » .<sup>17</sup>

Didier Ratsiraka l'affirma encore une fois lors de son discours à Khartoum en Juillet 1978 lors de la réunion de l'OUA : « Si d'aventure il était prouvé que les pays socialistes veulent coloniser l'Afrique, soyez sûr que Madagascar comme en 1947 serait la première à combattre une telle action. Et nous en parlons à notre aise, nous qui ne sommes inféodés à personne, nous qui n'avons ni troupes ni bases étrangères sur notre territoire.... »

Ainsi donc, avec sa politique extérieure bien équilibrée entre les deux blocs, Didier Ratsiraka se posa en fervent militant pour la création d'une troisième voie qui permettrait dans son dessein, aux pays pauvres de définir eux-mêmes leur propre politique, et d'éviter l'alignement sur une des grandes puissances. Il trouvera beaucoup d'appuis parmi les pays dits «du groupe 77 » ou les pays non-alignés.

Grand admirateur du modèle chinois dans sa politique de non-alignement, il l'a montré dans son discours à Pékin lors d'un dîner offert par le premier ministre du Conseil des affaires d'Etat de la République populaire de Chine en 1976 : « L'effort méritoire et courageux qui vous a permis de devenir, par vos propres forces, une très grande nation, puissante et prospère mais néanmoins pacifique, n'ayant aucune base militaire, aucun soldat à l'étranger, rencontre notre sympathie ».

### 2.3.3 –L'Armée entre la discipline et le militantisme :

---

<sup>17</sup> in Madagascar l'île rouge d'Eric Revel – dans Collection Le Nadir 1994 p.133

Dès l'accession de Didier Ratsiraka au pouvoir en 1975, les militaires ont commencé comme il a été évoqué plus haut, à participer plus activement aux activités normalement dévolues aux civils. Comme dans tout Etat socialiste ou communiste, le programme économique prévoyait la prise en main par l'Etat de tous les secteurs vitaux pour le développement du pays. Les militaires n'étaient pas en reste dans ce nouvel environnement car ils occupaient des postes importants dans la gestion économique des secteurs clés suivant leur compétence ou parfois suivant leur affinité avec les dirigeants. Dans la majorité des cas, les jeunes cadres civils ou les officiers qui ont effectué leurs études dans les pays socialistes étaient mis à la tête des nouvelles entreprises créées parce qu'ils étaient comme l'a souvent souligné Didier Ratsiraka, « aussi compétents que ceux formés dans les pays Occidentaux et non le contraire comme le laissent penser beaucoup de gens.... ».

Parmi les plus importants, on peut citer : l'OMNIS,<sup>18</sup> l'OMIPRA<sup>19</sup> où les militaires furent à la tête des nouvelles sociétés créées, alors que normalement elles devraient être gérées et employer des civils. Autre exemple : si le régiment du train devait assurer dans sa vocation initiale le transport au profit des militaires, pour la cause de la révolution, il participait au ravitaillement des villes et des campagnes par le transport des produits alimentaires comme le riz, le sucre, le café et autres...D'un autre côté, il assurait la collecte des produits agricoles dans les lieux difficiles d'accès que les transporteurs professionnels évitèrent souvent pour ne pas abîmer leur véhicule. Les militaires le faisaient aux risques d'y détériorer le matériel et même y perdre sur le plan de rentabilité : la révolution fut à ce prix. Dans cette affaire, les militaires furent payés comme des sociétés de transport civil et furent même devenus leurs concurrents sans avoir eu ni le statut officiel ni l'expérience pour cela. L'Armée au contraire a connu en cette période des problèmes de transport et n'a pu bénéficier normalement du concours du régiment du train, son régiment du train .

---

<sup>18</sup> Office malgache national pour les industries stratégiques : organisme effectuant des recherches sur les matières stratégiques comme le pétrole, l'uranium, le gaz naturel.. et en même temps holding financier avec prise de participation et d'assistance technique auprès d'industries déjà existantes.

Mais s'il y eût une activité particulière ou un organisme du pouvoir où l'Armée occupa une place importante et retint surtout l'attention de beaucoup de gens, ce fut la police politique appelée DGID<sup>20</sup>. Dirigé par un militaire et ayant intégré plusieurs éléments de l'Armée en son sein, elle connut une sinistre renommée par la terreur qu'elle sema au sein de la population : chargée d'assurer la pérennisation du pouvoir en le prévenant contre toute tentative de coup d'Etat ou contre toute tentative de déstabilisation, elle utilisa des techniques classiques à toute police politique comme les arrestations ou les surveillances diverses, mais souvent d'une manière absolument abusive et très oppressante qui affecta le quotidien du peuple, habitué jusque là à une vie plutôt tranquille. La participation active des membres de l'Armée au sein de la DGID entraîna sa disgrâce auprès de la population .

Par ces diverses activités énumérées, l'Armée dévia de sa vocation propre et s'habilla de sa tenue de militant pour laquelle elle ne se prêta point.

## 2.4 –Bilan du socialisme et les enjeux géopolitiques dans la zone de l'Océan

### Indien :

#### 2.4.1 –Conséquences du socialisme dans l'Armée :

Si au sein de l'Armée malgache, l'acquisition des nouveaux matériels comme les avions de chasse Mig 21, les chars PT 72 ou les véhicules de reconnaissance BRDM amphibies, les camions de transport puissants Gaz 66, l'artillerie lourde avec les canons de gros calibre 122 mm chinois ou nord-coréens, ou les armements individuelles de type soviétique ou coréen nouveau comme les kalachnikovs furent accueillis avec une certaine fierté (l'ancien accord de défense avec la France ne prévoyant pour Madagascar que le minimum d'armement pour assurer sa défense intérieure et par ailleurs beaucoup de cadres ayant trouvé tout de même obsolètes les vieux fusils individuels « MAS 36 » français ou les camions Renault « T 46 » datant d'avant 1960 ou encore les vieux « Dakota » qui tombèrent souvent en panne faute de pièces de

---

<sup>19</sup> Office militaire pour la production agricole qui exploite des milliers d'ha de surfaces agricoles avec un effectif impressionnant de tracteurs soviétiques.

<sup>20</sup> Direction générale de l'investigation et de documentation .

rechanges) , il faut se rendre à l'évidence que vers les années 80-90, la plupart de ces armements provenant des pays socialistes tombèrent en désuétude pour les raisons suivantes :

- sur le plan politique extérieure, aucune menace vraiment sérieuse ne justifia plus la possession de ces matériels et pourtant leur entretien coûta très cher au pays ; sur le plan intérieur, le budget alloué au ministère de la défense ne suffit plus pour assurer la maintenance de ces matériels, ce qui engendra leur dégradation rapide : la majorité fut versée à la réforme, vendue à des particuliers, les autres restèrent indisponibles pour une longue durée en attente d'hypothétiques pièces de rechange ou gardés en magasin comme stock.

Une des conséquences du choix socialiste pour l'Armée fut aussi l'entrée de ses membres dans l'arène politique à partir de 1975. Cela créa un clivage important en son sein et Didier Ratsiraka sut en profiter pour mettre dans les postes clés ses proches fidèles. Désormais les Forces Armées malgaches furent divisées entre partisans inconditionnels de Didier Ratsiraka, puis fervents opposants, et enfin éléments neutres qui formaient la majorité et qui espéraient voir un jour un changement pragmatique dans la conduite des affaires militaires sans aucune considération politique. Car cette dernière a grandement favorisé la dissension dans les rangs des Forces Armées et par là contribué à sa faiblesse en général par la méprise de la discipline et des règlements qui font toujours la force première et réelle de toute Armée .

« En introduisant la politique dans les forces armées, on a voulu exorciser le spectre des coups d'Etat car pouvoir contrôler de l'intérieur l'appareil militaire semblait plus sûr que de le faire à distance. Seulement, la politique qui aime le flou, s'accommode mal de la rigidité des règlements militaires. D'où les hésitations notoires à mettre noir sur blanc que l'idéologie prime sur la conception traditionnelle de la discipline militaire. »<sup>21</sup>

Le loyalisme idéologique a remplacé désormais la conception loyaliste traditionnelle fondée sur la hiérarchie et l'obéissance.

---

<sup>21</sup> op. cit. p. 166

La notion de nationalisme fut noyée dans la défense de la révolution : quelqu'un qui ne défendit pas ou qui ne participa pas à la révolution fut qualifié d'« ennemi de la révolution » et les militaires furent supposés être les premiers défenseurs de cette révolution et leurs épouses affiliées au parti du pouvoir comme « femmes révolutionnaires » .

La pratique n'a pas été admise officiellement mais elle a été passée indirectement dans les discours, comme celui prononcé un jour par l'épouse du président de la République lors d'une tournée dans un camp militaire : « les militaires doivent défendre la Révolution et suivre leur chef suprême... » . L'idéologie fut donc un facteur utilisé pour faire vibrer le nationalisme de la population et les militaires durent être les premiers à le manifester .

#### 2.4.2 –L'échec de la géopolitique soviétique:

La tentative de l'Union soviétique de faire une pénétration à Madagascar à travers l'Armée malgache rencontra des difficultés à cause de plusieurs facteurs :

d'abord par l'échec de sa coopération technique : en apportant une aide très importante à l'Armée malgache par l'octroi de nouveaux et nombreux matériels et motivant ainsi la présence sur le sol malgache d'un nombre impressionnant de coopérants militaires techniques, l'Union Soviétique dans sa politique d'expansion alla être trahie par ses propres aides. L'inadaptation des moyens ou des matériels mis en place a été telle que très vite, l'Armée malgache dans son ensemble douta de l'efficacité de l'aide. Si l'orientation stratégique de la défense malgache de cette époque fut influencée par celle de l'Union Soviétique, ce fut effectivement l'époque de la stratégie offensive, impulsée par le maréchal Tuchachevski idéologue et stratège de l'Armée soviétique.

La conséquence fut que les Forces Armées malgaches par exemple furent dotées plus que de raison en blindés de toutes sortes alors que le pays est bosselé et raviné et se prête mal à leur utilisation et surtout à leur déplacement. L'entretien de ces matériels coûta très cher aussi car leur consommation en carburant fut grande et les pièces de rechange

n'existèrent presque pas à cause de leur prix et de la faiblesse de l'économie du pays qui ne put pas se payer encore le luxe de favoriser l'achat d'armement au détriment des autres besoins plus urgents du pays.

Le même phénomène se retrouva avec les autres matériels fabriqués dans les pays de l'Est comme les avions ou hélicoptères qui furent tous immobilisés faute de pièces de rechange ou d'autres entretiens. Les chars et véhicules blindés souvent à grande consommation de carburant, notamment à essence ne furent plus utilisés que pour les défilés lors de la fête nationale et autres festivités militaires. Dans plusieurs cas, il fut constaté aussi qu'une grande partie des matériels en provenance de l'Union Soviétique n'ont pas été tout à fait opérationnels comme les missiles SAM 7 qui n'ont pas du tout donné des résultats satisfaisants lors des tirs de démonstration en manquant trop souvent pour ne pas dire presque toujours leur cible ou comme certains chars qui tombèrent trop souvent en panne...

- ensuite il y eut le refus malgache d'octroyer une base militaire aux Forces soviétiques, essentiellement la base de la marine malgache de Diégo-Suarez ayant été occupée il y avait quelques années par la marine française. L'Union Soviétique prévit d'y installer une base dans le dessein d'assurer ainsi le contrôle de la route du pétrole sur l'axe Ethiopie-Madagascar, d'acquérir une base maritime potentiellement la plus importante de l'Océan Indien après celle des américains à Diégo Garcia pour ses opérations et missions éventuelles dans cette zone devenue hautement stratégique.

- puis dans de nombreux domaines où les soviétiques et les autres étrangers venant des pays du bloc de l'Est exerçaient des activités ou occupaient la direction, comme dans l'élevage industriel ou l'agriculture à grande échelle, ce fut généralement le fiasco total comme l'opération 100.000 hectares de rizières et de terrains agricoles prévue avec les nord-coréens et les soviétiques pour laquelle ils ont amené des milliers de tracteurs et qui finalement a été abandonnée faute de crédit et de pièces de rechanges pour les matériels. La promesse présidentielle de mettre Madagascar en situation de « suffisance alimentaire avant l'an 2000 » disparut avec la fin de cette épopée. La population, lasse de la gabegie qui régna dans la gestion de ces activités étatiques et des résultats désastreuses

qui en découlèrent, doutèrent et refusèrent de croire aux bons offices qu'on prêta à ces « peuples frères » dont Didier Ratsiraka a voulu lui imposer.

- enfin une des raisons de l'échec de la pénétration soviétique à Madagascar fut le refus ou la difficulté des soviétiques de s'intégrer au sein de l'Armée malgache . Les cadres officiers – sous-officiers et simples soldats malgaches ont souvent éprouvé une certaine réticences dans la coopération avec les coopérants venant des pays de l'Est pour les raisons suivantes : par exemple les militaires coréens qui ont dirigé les travaux et ont construit le palais présidentiel ou ceux qui ont formé les éléments de l'artillerie lourde ne se sont jamais intégrés dans le milieu militaire malgache : ils ont toujours pris de la distance et n'ont communiqué avec les malgaches que dans le cadre purement professionnel de leurs activités. Ils ont méprisé le « fihavanana » qui constitue encore la philosophie de la relation dans la société malgache . Et cela les Coréens et les Soviétiques ne l'ont pas compris ou plutôt n'ont jamais voulu comprendre et pourtant ce fut la raison du refus collectif non seulement au sein de l'Armée malgache mais aussi et surtout au sein de la population malgache entière de leur présence dans le pays. Facilement cette population identifia ces étrangers comme des intrus, comme des éléments de puissances étrangères qui voulurent leur hégémonie dans le pays . Le nationalisme fut réveillée par la présence douteuse de ces étrangers qui évitèrent leur contact, à l'opposé des militaires français qui ont servi à Madagascar et se sont intégrés facilement dans la société malgache.

#### 2.4.3 – Le bilan politique et économique du socialisme :

Durant la période socialiste, on a édifié une littérature gigantesque où les idées et les doctrines se sont affrontées en un combat vigoureux : le tiers mondisme, le dialogue Nord-Sud ou Sud-Sud, le non-alignement....Jamais on aura vu surgir autant d'experts, de spécialistes mais quels furent en réalité les résultats pour Madagascar ? Rien, presque rien.

L'effondrement économique après une décennie de socialisme constitua une preuve de l'échec de cette idéologie pour Madagascar. En effet, le diagnostic fut simple :

A) - situation politique incertaine et chaotique par la négation de la vraie démocratie : les partis politiques qui ne partagèrent pas l'idéologie du pouvoir et n'intégrèrent pas « le front national de défense de la révolution »<sup>22</sup> furent mis à l'écart du débat politique. Ce FNDR fut une sorte de parti unique semblable à ce qui exista dans les pays communistes. Ensuite la mise en place de la censure pour soi-disant protéger la révolution comme dans tout Etat totalitaire empêcha l'expression de la liberté et de la réalité dans le pays.

Enfin la population dans son ensemble, indifférente à cette idéologie totalement étrangère à sa croyance, à sa tradition et à sa philosophie n'a jamais intégré la vie politique imposée par le pouvoir. Un peuple qui s'attachait de tout son cœur et de toute son âme à sa famille, allant même jusqu'à une génération ou une lignée très lointaine dans ses relations, à sa religion dans laquelle il a toujours été éduqué et en fonction de laquelle il menait souvent sa vie, à ses héritages indivis que ses arrière-parents lui ont légués et pour lesquels il n'entendait pas le moins du monde renoncer au profit des intérêts de l'Etat, resta indifférent à la nouvelle idéologie que le pouvoir essaya de lui faire passer et qui renia toutes ces valeurs. Dans son écrasante majorité, la population assista incapable à la dégradation graduelle de son pays avec ses valeurs au profit d'une idéologie importée et à propos de laquelle il ne comprit rien.

Encore une fois le nationalisme fut plus fort : le fait de ne pas adhérer à la politique de Didier Ratsiraka et d'avoir résisté, même silencieusement pendant des années, constitua une véritable preuve de sa lutte contre le totalitarisme, contre le socialisme qu'on lui imposa.

B)- Situation économique - financière et sociale délabrée :

« Le niveau de vie par habitant a baissé de 40% au cours des vingt dernières années. L'effondrement de l'activité économique (croissance très faible, voire négative) s'est doublé d'une démographie des plus galopantes (croissance de 3% par an). Au total, l'inégalité s'est aggravée et le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil

---

<sup>22</sup> Le FNDR est une sorte de plate-forme qui réunit tous les partis politiques appuyant la révolution socialiste de Didier Ratsiraka et hors duquel aucune activité politique ne fut autorisée par le pouvoir.

théorique de pauvreté a augmenté d'année en année. Seul l'effet amortisseur joué par l'économie souterraine a permis d'éviter le naufrage total.

Les autres indicateurs macro-économiques illustrent également la profonde détérioration de la situation de départ. La balance des paiements est déficitaire de 287 millions de dollars à la fin de 1993, soit près de 12% du PIB. Le montant des arriérés de paiement atteint 773 millions de dollars (services de la dette extérieure de 4 milliards de dollars dont le paiement est suspendu depuis fin 1991) soit 2,6 fois la valeur des exportations. Les réserves officielles en devises ne représentent que l'équivalent de 8 jours d'importations. Le déficit budgétaire se chiffre à 6,6% du PIB. Le taux d'utilisation des capacités industrielles se situe entre 15% et 40% »<sup>23</sup>

Parmi les raisons profondes qui ont causé cet échec du programme économique socialiste, on peut citer la planification totalement irrationnelle faite par le pouvoir dans sa vision du futur. Dans sa fougue, Didier Ratsiraka se lança dans une politique célèbre dénommée « investissement à outrance ». Il créa ainsi plusieurs sociétés étatiques à la tête desquelles il mit généralement un membre de son parti politique ou un des ses proches fidèles. Dans la majorité des cas, à cause d'une mauvaise gestion et de la corruption qui régnaient alors, ces sociétés tombèrent en faillite et causèrent ainsi au pays une immense perte d'argent. Il en fut de même pour les grandes banques, les sociétés d'assurances et autres industries qui furent toutes nationalisées et connurent le même sort que les autres sociétés nationalisées.

Enfin, à l'instar des pays socialistes ou communistes de l'époque qui furent fortement armés mais économiquement pauvres, Madagascar n'a pas échappé à la règle parce qu'elle a contracté des dettes énormes dans ses dépenses d'armement. A chaque vote du budget annuel à l'Assemblée nationale, le ministère de la défense occupa toujours la première place du plus gros bénéficiaire. Le peuple n'a pas été dupe parce qu'il a su à quoi ces argents furent destinés et à la fin quand le pays fut ruiné, il comprit et ne chercha pas loin pour trouver la raison de l'échec économique.

---

<sup>23</sup> In Transition démocratique à Madagascar de Jaona Ravaloson dans l'Harmattan –1994 p.142

Le socialisme a été mis en place par Didier Ratsiraka sans aucune base sociale réelle. Le peuple malgache, même en votant massivement lors de la mise en place du socialisme n'a jamais compris ni accepté cette nouvelle politique imposée. Le vote tel qu'il se passa souvent dans les pays socialistes n'étonna personne dans ses résultats : le pouvoir gagna généralement le scrutin à une majorité écrasante sans que la population s'intégra réellement au processus en cours.

Tout a été noyé dans des discours politiques sans cohérence avec la réalité : les promesses faites à la population n'ont jamais été exécutées. Aussi ne fut-il pas étonnant que l'idéologie et le programme économique avancé par le pouvoir n'a jamais reçu l'adhésion populaire et se trouva voués à l'échec dès le départ. En misant sur la personne de Didier Ratsiraka pour tisser sa politique d'expansion à Madagascar, les soviétiques ont perdu du coup sa bataille géopolitique dans la zone avec l'échec économique et politique de son allié. Ils n'ont peut-être pas compris encore que la victoire ou l'échec économique peut constituer souvent un facteur de succès de la géopolitique dans une zone donnée.

#### 2.4.4 La rupture avec l'Union Soviétique :

L'histoire le prouve que le fait de proclamer ici et là une politique de non-alignement ou un tiers mondisme original ne suffit pas toujours pour promouvoir réellement le développement d'un pays . Un nationalisme même le plus virulent ajouté à un non-alignement le plus fervent ne suffirent pas à créer le dynamique nécessaire pour rendre une économie plus performante. La plupart des pays non-alignés, notamment africains, malgré les déclarations tonitruantes ici et là n'ont pas pu faire avancer leur économie à cause de leur manque de ressources ou leur manque de crédits pour des investissements et Madagascar en a fait l'amère expérience.

La grande erreur de Didier Ratsiraka a été de considérer le modèle communiste de développement comme un modèle universel, applicable partout. D'où les transferts de technologie inadaptée, la politique d'investissements intempestifs qui engagea pourtant tout l'avenir du pays, et enfin l'endettement considérable qui en découla. Ensuite, la

seconde erreur fut le fait des classes dirigeantes de l'Etat qui n'ont pas toujours eu le sens de l'Etat et de l'intérêt publique : la corruption, l'appétit insatiable du pouvoir, le refus de la vraie démocratie : tout cela a détruit le pays. Enfin ajoutée à la première erreur, il y eut l'adoption aveugle d'une idéologie étrangère dont l'application dogmatique et bureaucratique a bouleversé les bases des économies traditionnelles et favorisé l'éruption d'une forme de dictature qui ne profita point au pays. Bref ce fut la faillite tout court sans aucune excuse.

En cette période de la guerre froide, la puissance économique des grands pays occidentaux ne fit pas de doute et à la tête desquels se trouvèrent les Etats-Unis d'Amérique. L'Union Soviétique ne fut d'aucun recours pour Madagascar dans ses problèmes économiques. Au contraire, elle commença à quitter le pays. La seule évocation de son nom signifia pour les malgaches : échec et pauvreté.

Ainsi, sur le plan économique, un changement a dû être amorcé dès 1984-85, avec un retour à une certaine libéralisation de l'économie : donc à l'économie de marché dans les domaines de la production et de la commercialisation. Le mouvement s'amplifia en 1987-1988 lorsque l'Etat malgache, après hésitations et résistances, accepta les conditions rigoureuses imposées par le Fond monétaire international et la Banque mondiale dans le cadre de « l'ajustement structurel » de l'économie en général, pour relancer cette dernière dans le cadre du libéralisme et d'un secteur privé national et international, redevenu concurrentiel. Le mot « privatisation » effectua un retour en force car ce fut à la fois une nécessité et une obligation. Les bailleurs de fond exigèrent une privatisation de tous les secteurs clés de l'économie qui furent jusqu'alors entre les mains de l'Etat. L'expérience a montré que dans la difficulté, l'aide technique et financière ne vint pas des pays de l'Est, essentiellement fournisseur d'armement et d'idéologie, mais de l'Occident leader de l'économie mondiale.

La rupture fut donc consommée avec l'Union soviétique. Didier Ratsiraka, malgré son admiration sans borne de l'indépendance affichée de la Corée du Nord et son modèle socialiste, ainsi que son fort attachement à la cause « tiers mondiste » et son idéologie socialiste très proche de l'Union soviétique, alla finir par redonner à Madagascar la

chance de se développer à l'intérieur du système capitaliste. L'échec économique de sa révolution et l'effondrement politique, puis commercial du bloc de l'Est, ne lui laissèrent pas d'autres possibilités.

Sur le plan militaire, ce changement de partenaire économique alla apporter aussi une nouvelle vision des missions de l'Armée malgache. Indissociable de la vie de la Nation, l'Armée alla connaître à son tour les mesures incontournables de l'ajustement structurel. Ses partenaires seront de nouveau des pays occidentaux, notamment la France et les Etats- Unis. L'enjeu géopolitique et géostratégique que constitue la zone de l'Océan Indien met toujours Madagascar, dans le contexte mondial et surtout régional actuel, un atout important. Il lui appartient de choisir son camp sans s'aliéner à une idéologie qui lui fait renier à ses valeurs fondamentales et n'apporte le progrès tant espéré par son peuple. La nouvelle mission de l'Armée malgache dans ce nouveau contexte mondial fera l'objet de l'étude suivante.

### III- La fin de la guerre froide et ses conséquences pour Madagascar :

#### 31- L'impact de la mondialisation dans la société malgache :

##### 3.1.1- Le développement de la communication :

Phénomène contemporain, le monde est aujourd'hui réduit en un village planétaire par le formidable développement des communications. Depuis quelques années, le progrès vertigineux de la technologie ne cessa d'apporter ses merveilles et étonnantes découvertes : il raccourcit les distances, rapproche les hommes, facilite les communications. Dans presque toutes les disciplines que les hommes ont créée, que ce soit la médecine, l'aérospatiale, le sport, l'agriculture...., la liste ne sera jamais close, la grande majorité utilisent maintenant l'outil informatique et se rendent compte à quel point cette technologie reste désormais inséparable de l'activité humaine dans divers

domaines, alors qu'il ne cesse encore de délivrer ses nouveaux secrets avec les recherches...

Dans le secteur audiovisuel, le monde se délecte maintenant des informations en direct diffusées par les grandes chaînes de télévision internationales pour suivre les événements dans le monde entier tout en écoutant à longueur de journée les émissions radiophoniques avec les correspondants éparpillés dans toutes les régions du monde.

Dans le monde de la télécommunication, personne n'ose mettre en doute les bienfaits et les services rendus par les téléphones mobiles ou portables, rendus possibles par les progrès scientifiques et technologiques comme les satellites, les radars...

Avec les recherches et les progrès incroyables de la vitesse, les hommes se déplacent maintenant d'un bout à l'autre du monde en avion, en quelques heures, font leurs affaires et reviennent dans la même journée au foyer.....

Madagascar n'a pas échappé à cette révolution mondiale de la communication parce que depuis quelques années, l'informatique commence à conquérir les grands secteurs vitaux du pays comme l'administration, l'économie, les finances, les grands établissements scolaires, l'Armée, les télécommunications, les médias...et l'Internet n'est plus un secret pour une large frange de gens. Dans la rue, dans les foyers, au travail, le téléphone portable fait désormais partie du quotidien, même s'il ne couvre pas encore la totalité de la population malgache. Tous les jours, Madagascar reçoit en direct le journal télévisé de la chaîne française TF1, sans oublier que la chaîne radiophonique française RFI émet même en modulation de fréquence dans quelques régions de l'île tout en étant captable sur tout le territoire en onde courte.

Madagascar n'est donc pas exclue de cette avancée technologique et scientifique de l'Occident.

Tous ces progrès ne font pas de doute : ils viennent de l'Occident et ne sont acquis que dans le cadre d'une vaste relation inter- Etatique où les intérêts peuvent être complémentaires ou différents selon les objectifs. Le monde Occidental reste actuellement la première puissance du monde, aussi bien en technologie qu'en économie. Madagascar jouit actuellement de l'avantage de sa relation avec l'Occident avec tous ces

progrès. Si certains y voient une nouvelle domination de l'Occident, d'autres avancent par contre et peut-être il y existe une part de vérité, que tant qu'il respecte la souveraineté et l'indépendance du pays, il n'y a pas de raison de s'en inquiéter parce que personne ne peut actuellement, dans les pays en développement et même dans certains pays riches, percer certains mystères de ces hautes technologies. Avec les enjeux stratégiques qu'il entend récupérer dans le monde, et le nouveau contexte géopolitique mondial, il est évident que l'Occident essaie toujours de favoriser son avantage dans le maximum de pays. Ces technologies peuvent leur constituer des moyens de contrôler le monde : c'est leur droit et personne ne peut le contester.

### 3.1.2 – Evolution politique à Madagascar :

La fin de la guerre froide avec l'écroulement du bloc de l'Est sonna le glas du clivage socialiste- capitaliste. La fin de la longue confrontation entre les deux super puissances généra une certaine détente et stabilité dans le monde avec le désamorçage des tensions comme ce fut le cas en Angola, en Ethiopie ou en République sud-africaine.... Mais en générale, la situation fut dominée par la mondialisation des relations économiques. L'ouverture des frontières des pays de l'Est d'une part, les besoins de reconstruction dans les pays de l'Asie, de l'Amérique du Sud, de l'Afrique d'autre part créèrent des flux financiers, commerciaux et technologiques considérables mobilisant les préoccupations des principales puissances mondiales et témoignèrent du rôle de l'Economie. Ce climat de détente et de prééminence de l'Economie a renforcé ainsi le « multilatéralisme » qui prit un regain d'importance.

N'étant plus lié à un bloc ni à un autre système, Madagascar développe maintenant une relation multilatérale sous divers formes. Les pays sont interdépendant dans leurs besoins économiques avec l'évolution du monde actuel. La mondialisation des relations économiques occupe une place privilégiée sans pour autant faire oublier l'importance de la puissance militaire. En effet, dans cette nouvelle conjoncture, de nouvelles menaces non seulement pour les pays riches mais aussi les pays en développement comme Madagascar apparaissent et nécessitent l'intervention de l'Armée nationale : c'est le

développement du phénomène de terrorisme et de drogue, favorisés par la mondialisation des échanges, des flux et de l'avancée technologique en matière de communication. Plusieurs pays aspirant à une paix à l'intérieur de leur territoire se sont organisés pour coopérer dans la lutte contre ces fléaux. De nouveaux cadres de travail sont créés comme la coopération internationale de lutte contre la drogue et les stupéfiants entre les polices nationales, en complément des actions d'Interpol qui a déjà existé depuis plusieurs décennies. Pour Madagascar, l'internationalisation des luttes contre ces nouvelles formes de menaces constitue une ouverture vers le monde extérieur et un facteur qui contribue en même temps à sa sécurité. Mais si ces menaces sont perçues ici au niveau des relations internationales, les menaces internes occupent par contre une très haute importance due à l'orientation générale de la politique du pouvoir.

### 32 – Nouvelles approches: nouveau concept de défense :

#### 3.2.1 – La nouvelle situation géopolitique dans l'Océan Indien :

L'imprévisibilité, une des caractéristiques de la situation internationale, ne peut être gérée au départ, qu'après la prise en compte des points chauds.

Dans l'Océan Indien,

a) -la donnée permanente à prendre en considération est la présence militaire et maritime des grandes puissances, quel que soit le changement du système politique mondial évoqué plus haut. Cette présence considérée comme vitale est toujours liée aux enjeux économiques comme le transit des 40% à 50% du commerce pétrolier mondial dans la zone.

b) -l'autre donnée est la capacité nucléaire de certains pays riverains comme l'Inde, le Pakistan, l'Afrique du Sud et quelques pays du Moyen Orient. En eux-mêmes, comme il a été évoqué dans la présentation générale, ils représentent déjà des facteurs de déstabilisation dans la zone car constituent des points chauds par excellence.

c) –enfin, les vents de séparatisme qui secouent les îles Comores depuis quelques années doivent attirer l’attention. Cette situation peut être source d’instabilité régionale, étant donné les liens historiques entre Madagascar et les Comores.

De par leur position et importance stratégique, les pays riverains et surtout les îles du Sud-Ouest indien ne peuvent définitivement écarter l’éventualité d’une conflagration généralisée dans la région.

L’institution de l’Océan Indien zone de paix demeure donc un objectif d’actualité. Depuis quelques années, avec l’aide de la France, l’Afrique s’est dotée d’un nouvel outil pour faire face aux nombreux conflits qui déchirent une grande partie de ses territoires : c’est le concept RECAMP ou renforcement de la capacité africaine de maintien de la paix. Il s’agit de préparer et de doter en matériels les pays africains qui, à leur tour, fournissent les hommes dans le but de prévenir ou de faire face aux différents conflits sur le continent. Madagascar, en collaboration avec les pays africains et dans le cadre légal de l’OUA et de l’ONU, participe activement à la mise sur pied de cet outil, non seulement dans le but du maintien de la stabilité régionale mais aussi pour affirmer une certaine idée de liberté et de souveraineté de l’Afrique dans la résolution de ses problèmes internes.

### 3.2.2 – Mutations politique et nouvelles menaces pour Madagascar :

Le nouveau contexte mondial et l’évolution du paysage politique de ces dernières années ont indubitablement favorisé l’apparition d’un intérêt accru des citoyens malgaches à la chose politique. Le vent de la démocratie aidant, il en est résulté l’avènement d’un multipartisme souvent exacerbé, engendrant parfois une cacophonie dont l’enjeu sous-jacent demeure la lutte permanente pour le pouvoir. Mais elle relève en fait d’une évolution normale dans l’avènement du processus démocratique. De ce fait les débats politiques évoluent et les aspirations du peuple doivent être prises en compte dans la conduite des affaires de l’Etat.

L'Armée, « dernier rempart de la légalité et défenseur des intérêts de la nation par le biais de la légalité républicaine » est obligée de respecter les règles de l'alternance par une neutralité totale pour tout ce qui est du domaine politique. Et face aux différentes structures politiques en cours de création ou de réalisation comme les provinces autonomes(organisation administrative totalement nouvelle dans la société malgache) et la participation des civils dans les différentes structures de l'Etat, la gestion de la défense ne peut plus demeurer le seul apanage des militaires. En tenant compte de sa spécificité, de sa mission propre et surtout de ce nouvel environnement social, le défi national auquel l'Armée doit participer peut se résumer à :

- la restauration de la paix sociale
- la lutte contre la pauvreté par l'augmentation de la richesse nationale(économie)
- le maintien d'un climat de sécurité sur tout le territoire
- la lutte contre les divers fléaux menaçant régulièrement le pays et contre les cataclysmes de tous ordres.

Face à ce défi, cinq menaces essentielles peuvent être définies et feront l'objet d'une nouvelle et permanente mission de l'Armée malgache et toutes ses composantes :

A)- menaces économiques : le risque d'accentuation de la pauvreté constitue une menace dans la mesure où il comporte les germes d'une implosion sociale avec ses dérives incontrôlables telles que, entre autres, la déstabilisation des institutions républicaines et autres phénomènes subversives.

B)- Menaces subversives : nombreuses, variées, multiformes, elles visent à saper la souveraineté nationale, l'autorité de l'Etat, et la paix sociale. Elles se traduisent par des manœuvres allant du clientélisme à la provocation de rivalités tribales en passant par la désinformation et la propagande. La première source de menace, d'origine externe, pourrait être une puissance étrangère influente, qui par des actions à fondement culturel ou économique, vise paradoxalement, non pas une déstabilisation du pays, mais un maintien de sa propre liberté d'action et sa présence à long terme, par le noyautage des centres de décision au niveau des institutions et des organismes clés, le contrôle du

réseau d'information local et extérieur, la création de dépendance dans les domaines militaires, de l'éducation, et de la formation.

Enfin, sans être un objectif privilégié du terrorisme, Madagascar pourrait constituer un lieu de transit ou d'attaque contre d'autres pays, la proximité de la zone orientale aidant, ainsi que la prolifération des sectes susceptibles d'être noyautés par des extrémistes religieux.

D'origine interne, elles peuvent être initiées par les politiciens de tous bords par l'encouragement de l'esprit courtisan et de là par l'incitation aux troubles de différentes natures : tribales, administratives, sociales, religieuse....Les cibles seront les groupes les plus vulnérables ou les plus fragiles de la société dont les paysans, les chômeurs, les étudiants, les militaires, les sectes à caractère religieux ou non.

C)- Menaces militaires : la position géostratégique de Madagascar, comme il a été souvent évoqué en début de ce mémoire, plate-forme privilégiée de contrôle de la zone Sud-Ouest de l'Océan Indien, avec les vulnérabilités attachées aux caractéristiques de ses côtes et de son territoire, et surtout avec la faiblesse de son économie, ne permettent pas d'emblée d'écarter les possibilités d'agressions armées directes, même si le contexte actuel rend hypothétique les risques d'invasion. Les menaces sont donc :

-la classique déstabilisation de la souveraineté et de l'autorité de l'Etat pour l'instauration d'un ordre nouveau.

-la désorganisation des Forces Armées

-l'atteinte à la vie et à l'intégrité de la nation

-l'entrave à la liberté de circulation dans les approches maritimes et aériennes

D'ordre interne, la menace pourrait être une ou des fractions des Forces Armées qui s'attaqueraient aux points d'appui de l'exercice de l'autorité de l'Etat ou par les actes des « dahalos »<sup>24</sup> dirigés par une minorité ou une faction rivale aux actions du gouvernement.

---

<sup>24</sup> les dahalos sont des brigands de grand chemin qui terrorisent la population par des vols divers et réputés souvent par la violence de leur acte.

D'ordre extérieur, les menaces militaires éventuelles d'une puissance étrangère, invoquant un droit d'ingérence quelconque ou la nécessité de protection de ses ressortissants, se traduiraient par des actions ponctuelles rétablissant le statu quo ante ou favorisant, par une neutralité fictive, l'émergence d'une faction.

D)- Menaces environnementales : le stade de la menace est largement dépassé à Madagascar par la dégradation de l'environnement. La déforestation, l'érosion du sol, la pollution industrielle et chimique de l'environnement aquatique et enfin le problème de la pollution atmosphérique constituent l'échec de la politique environnementale et nécessitent une stratégie nationale urgente.

E)- Menaces contre la vie et les activités de la population : on peut citer ici les menaces chimiques et biologiques avec les déchets toxiques polluants, les produits pharmaceutiques, les pesticides, les maladies transmissibles à l'homme et à l'animal comme le sida ou la maladie de la vache folle...les stupéfiants divers et les boissons alcooliques qui touchent une grande frange de la population et surtout les jeunes souvent désorientés dans la vie.

Ensuite, il faut mentionner l'importance croissante des phénomènes d'immigration, en provenance essentiellement des pays africains longeant le Canal de Mozambique et aussi des chinois refoulés de Taiwan en provenance de la grande Chine populaire qui, la plupart du temps, arrivent à Madagascar sans aucun dossier légal et commencent à menacer sérieusement la stabilité sociale par leur comportement et leurs activités souvent illégales.

Enfin, et non des moindres, les catastrophes naturelles qui menacent régulièrement et chaque année la vie de la population méritent une attention toute particulière. L'évolution des conditions climatiques et météorologiques dans le monde tend à montrer une aggravation des phénomènes tels que les cyclones, les inondations ou au contraire la sécheresse ou autre famine. Dans cet ordre d'idée, les invasions acridiennes, phénomène apparemment lié aux conditions climatiques et environnementales, prennent également de l'ampleur et constituent une menace directe contre la vie des populations et la production agricole, base de l'économie nationale. Madagascar a déjà fait l'objet d'une

grave invasion acridienne de 1997-2000 dont le traitement a dépensé des sommes considérables.

Compte tenu de la place de l'Armée malgache dans le macrosystème politique et sociale actuel ainsi que l'évolution de la situation politique interne et extérieure de Madagascar, on comprendra facilement le choix de ces menaces pour l'élaboration du nouveau concept de défense. Ainsi donc, il convient de mettre en évidence que, d'une part, l'essentiel des menaces pour Madagascar provient, non pas de l'extérieur comme certains politiciens tendent toujours à affirmer pour justifier leur échec sur le plan interne, mais surtout de l'intérieur et que, d'autre part, de telles menaces ne sont pas à proprement parler de nature militaire. Ces données ont grandement influencé l'élaboration du nouveau concept et font appel à une profonde remise en question du rôle des Forces Armées et leurs stratégies d'intervention.

### 3.2.3 – Concept de défense et nouvelles missions de l'Armée malgache :

Compte tenu des priorités nationales avec les différentes menaces sus énumérées et des spécificités du pays aux plans géographique, géostratégique, économique, humain et culturel, le concept de défense a été conçu pour se reposer sur les éléments suivants :

- le caractère permanent, global et national de la défense
- une défense centrée sur la souveraineté et l'intégrité du territoire nationale et de ses environnements immédiats
- importance de la sécurité des personnes et des biens, en vue de créer un environnement favorable au développement économique, social, et culturel
- lutte contre la pauvreté avec la participation de tous les citoyens
- respect des obligations internationales dans le cadre des traités et conventions auxquels Madagascar est partie prenante
- diplomatie extérieure orientée vers la promotion de la paix et de la coopération économique internationale.

Ainsi les moyens de défense à mettre en œuvre doivent-ils s'insérer dans un large dispositif conçu pour atteindre des objectifs éminemment liés à la lutte contre le sous-développement et l'insécurité. Mais ces moyens se doivent aussi d'être en mesure de concourir au maintien de la paix sur le plan international, compte tenu du rôle que le continent africain entend jouer dans le règlement de ses conflits internes avec le nouvel outil évoqué plus haut comme le RECAMP....

Donc le nouveau concept ne peut être que de « se développer dans la sécurité ».

Et de par sa vocation, par son existence et sa nature, et enfin par son organisation actuelle qui est basée sur 3 principales Forces :

- les Forces de développement (avec des régiments, héritiers de l'ancien service civique de la première République malgache, qui sont implantés dans toutes les provinces pour participer au développement, par des actions de proximité dans le cadre des missions d'appui au développement socio-économique et à la protection environnementale, et pour renforcer les moyens civils dans le cadre des missions de secours et d'assistance humanitaire lors de situations ou évènements mettant en jeu la vie de la population)

- les Forces d'intervention (avec les différents régiments chargés d'assurer et de maintenir une capacité d'intervention militaire inscrite dans le cadre d'un dispositif de défense opérationnelle du territoire et ensuite d'assurer une action préventive en vue de la sécurisation des personnes et des biens, de la protection des points sensibles et de l'appareil administratif et enfin de participer aux opérations de maintien et de rétablissement de l'ordre et de la sécurité publics)

- les Forces aéronavales (chargées notamment de garantir une mobilité des unités en vue d'un meilleur déploiement sur le territoire national, d'assurer une capacité de transport pour les opérations de ravitaillements et de secours lors de certains évènements particuliers comme les cyclones ou autres, d'effectuer des missions de surveillance des approches territoriales, de participer aux missions spécifiques comme les évacuations sanitaires au titre national ou dans le cadre de la coopération régionale, d'effectuer des missions d'interception spécifique, d'assurer la surveillance des eaux

territoriales et de la zone économique exclusive, de contribuer aux missions d'appui logistique au profit d'autres Forces ou au bénéfice des populations des zones côtières enclavées, de participer à la lutte contre l'immigration clandestine... )

- la Gendarmerie nationale ( chargée de maintenir l'ordre, protéger les personnes et les biens, faire respecter la loi, d'assurer la surveillance du territoire et de son littoral, d'assurer les missions de police judiciaire militaire, de participer en cas de crise à la défense opérationnelle du territoire par son action de recherche de renseignement et de protection des points sensibles),

l' Armée malgache, garante de la sécurité du pays, doit-elle donc affirmer la volonté de défense de la nation, et par son action contribuer à la mise en œuvre des objectifs gouvernementaux en faveur du développement socio-économique.

### 3.3 – Coopération militaire internationale et perspectives :

Rattrapé par les événements, notamment par la situation économique catastrophique du pays et la pression des principaux bailleurs de fond (notamment le FMI et la banque mondiale), le pouvoir a été amené aussi à revoir en profondeur sa politique extérieure par laquelle, ironie du sort, il a commencé à amener le pays à « goûter au communisme ». La coopération militaire elle a dû reprendre un nouveau souffle avec l'abandon de la politique d'exclusivité et de priorité idéologique au profit d'une coopération internationale plus pragmatique. La France, les Etats-Unis, la Chine, la Grande Bretagne resteront les principaux partenaires de Madagascar en matière de coopération militaire.

#### 3.3.1 – Coopération avec les pays occidentaux : la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne :

Quel que soit les événements politiques qui se sont succédé à Madagascar, la coopération militaire avec la France resta la seule à n'avoir jamais été interrompue. Cette situation est due en fait au caractère spécifique de la relation franco-malgache, façonnée par une longue histoire commune. L'histoire de cette coopération militaire durant la première République malgache a été étudiée au cours de la première partie de ce mémoire.

Durant la deuxième République sous idéologie socialiste, elle a pris un net recul avec le départ des troupes françaises stationnées à Madagascar, d'un tiède échange comme l'envoi en France de moins de stagiaires malgaches ou d'un faible effectif des assistants techniques militaires sur le territoire national, d'une diminution des aides directes et des aides multilatérales de la France.

Mais la coopération militaire avec la France a repris une autre dimension à partir de 1992. D'abord sur le plan géopolitique, le vide laissée par le départ des pays du bloc de l'Est a constitué pour le camp occidental un atout majeur à récupérer. La France, par la voix de son président de la République F.Mitterand, définit une nouvelle politique en Afrique, tout en affirmant toujours son intérêt pour cette partie du monde : « ...l'évolution de l'Afrique intéresse à plus d'un titre, la sécurité de la France »<sup>25</sup>.

Ayant abandonné une certaine forme de sa politique extérieure, elle a mis en place une politique plus dynamique, en accord avec le temps : «... la volonté de puissance est mise en veilleuse. On veut des relations détendues, le leadership est moins directif c'est pour cela que l'accent est mis sur une volonté de concertation, de dialogue. »<sup>26</sup>. Donc l'idée d'une plus grande concertation, d'un climat de confiance plus soutenue dans les relations entre la France et l'Afrique est lancée.

A cause de ses implications majeures sur l'action de la France en Afrique, la coopération militaire joue un rôle toujours important : « cette coopération a des objectifs assez bien définis. Côté français, elle vise à maintenir une présence et le cas échéant à intervenir. Elle souhaite assurer la défense des intérêts africains, français,

---

<sup>25</sup> In « La politique militaire de la France en Afrique » de P. Chaigneau dans CHEAM, 1984, P9

<sup>26</sup> In « La France et l'Afrique après les indépendances » de Danielle D. Cloarec dans Regards sur l'histoire p.310

mondiaux et stratégiques. Côté africain, on souhaite pouvoir obtenir à des conditions plus avantageuses une formation et du matériel pour mettre sur pied et développer les armées nationales gages de souveraineté. On veut une participation de la France à sa défense, c'est-à-dire en réalité une dissuasion suffisante pour éviter les agressions extérieures. »<sup>27</sup>. Cette politique de la coopération française s'articule donc autour de trois pôles essentiels : - les accords de défense, - l'assistance militaire technique (AMT), -la Force d'action rapide (FAR).

Pour le cas de Madagascar, seul le deuxième volet a été signé entre les deux parties. Dans la pratique, ce choix a engendré une compréhension mutuelle entre les deux parties du fait que son application n'a jamais suscité une méfiance de part et d'autre, ensuite parce que la France et Madagascar partagent des intérêts réciproques évitant ainsi les débats sans fin sur une quelconque domination ou ingérence, et enfin parce qu'elles se rendent compte du lien profond qui les a uni dans l'histoire. Depuis quelques années, la réactualisation de la coopération militaire s'est traduite par :

- par une croissance de l'aide directe de la France par rapport à ce qu'elle a donné durant l'époque socialiste. Elle consiste à la mise en place des équipements militaires variées ainsi que des moyens de soutien et des matériels. Très affaiblie par la désaffectation des matériels soviétiques, chinois et autres pays de l'Est, la logistique de l'Armée malgache connaîtra un regain de vitalité et une capacité opérationnelle plus grande.

- par la présence des assistants techniques français qui désormais travailleront en étroite collaboration avec leurs homologues malgache pour « donner un peu plus d'élan » dans la coopération. En témoigne la présence des officiers de liaison dans toutes les écoles de formation militaire malgache, dans certains Etats-majors et dans certaines formations comme la direction des matériels techniques...

- par une augmentation des échanges entre les deux Armées comme l'organisation des exercices communes au niveau régional ou les campagnes de tir à Madagascar des troupes françaises stationnées à la Réunion, les voyages d'étude effectués par les écoles

---

<sup>27</sup> op. cit p.69

militaires entre elles, les visites des autorités militaires français en territoire malgache ou vice-versa, l'organisation commune de certaines festivités comme la « 2 SS » ou fête des officiers issus des écoles de St Cyr Coëtquidan (beaucoup d'officiers malgaches ont été formés dans cette école)

-par l'envoi en France d'un peu plus de stagiaires malgaches qu'auparavant et cela en commençant par les lycées militaires pour les plus jeunes, en passant par les écoles de formation d'officier comme Saint-Cyr Coëtquidan pour l'Armée de terre, Salon de Provence pour l'Armée de l'air, Brest pour la Marine, et puis il y a les autres formations spécialisées comme la médecine, l'informatique, les matériels, les écoles d'armes....et enfin le Collège interarmées de défense , héritier de l'ancienne école de guerre où la plupart de l'élite de l'Armée malgache a été formée.

La confiance est rétablie et l'on peut affirmer que la coopération militaire française reste la plus importante et la mieux réussie à Madagascar actuellement.

Avec les Etats-Unis, la coopération militaire a un peu évolué par rapport à la période précédente parce que la politique étrangère de Madagascar, hier totalement opposée celle des Etats-Unis à cause des idéologies différentes, a tendu vers un rapprochement avec les pays occidentaux. Elle se concrétise par l'octroi de stages aux Etats-Unis pour les officiers malgaches, notamment en génie maritime, en linguistique (formation de formateur en langue anglaise) et enfin les séminaires réguliers sur le maintien de la paix dans les îles Hawaï ou les autres pays proches des Etats-Unis , puis il y a le séjour régulier et annuel d'un détachement de l'Armée américaine pour préparer les Forces armées malgaches aux techniques de base pour les opérations de maintien de la paix.

L'envoi assez massif des éléments du mouvement « Corps de la paix » peut-être considéré aussi comme une reprise de la coopération militaire, même si ces jeunes ne font pas partie à proprement parler des éléments de l'Armée américaine : ils ont plutôt la mission de promouvoir la langue américaine en dispensant des cours dans les collèges et lycées malgaches mais dans l'observation d'un chef militaire, ils peuvent constituer aussi

des éléments de renseignements non négligeables car ils couvrent une grande partie du territoire.

Si on observe cette présence américaine à Madagascar, force est de constater qu'elle reste concrètement très modeste encore. Cette tiédeur peut s'expliquer par la méfiance réciproque et par le manque réel de volonté politique de la part des américains (Didier Ratsiraka qui a tant dénoncé le capitalisme et la politique américaine en introduisant le socialisme à Madagascar est encore au pouvoir à Madagascar actuellement sans une politique se tournant plus concrètement vers les Etats-Unis) et que d'autre part, les Etats-Unis n'ont presque pas d'intérêts vitaux à défendre sur l'île : ils possèdent déjà une excellente base militaire de loin plus importante que Madagascar à l'île de Diégo Garcia située au large de l'Ile Maurice. Par ailleurs, par sa présence importante à Madagascar, la France peut constituer encore un obstacle sérieux dans leur dessein géopolitique dans la zone.

En coopération militaire, la participation de la Grande Bretagne reste pratiquement insignifiante. Cela se comprend dans la mesure où la France qui est son pays voisin et allié occupe déjà depuis presque 3 siècles une place privilégiée au sein de la société malgache. Elle participa donc pour le moment à l'envoi d'un ou deux stagiaires officiers malgaches par an au séminaire sur le maintien de la paix qu'elle organise en Afrique comme en Namibie.

### 3.3.2 – Coopération militaire avec les pays non occidentaux : la Chine populaire, la Russie, Israël :

La Chine constitue le dernier pays socialiste à entretenir réellement une coopération militaire assez pérenne avec Madagascar. Cette longévité est d'abord due à la continuité des relations entre les deux pays concrétisée par la réalisation de grands travaux de réfection de routes, notamment la difficile mais très utilisée route nationale 3 reliant la capitale Tananarive et le premier port de l'île Tamatave, de plusieurs infrastructures dont le palais de la culture et des sports qui fait la fierté et l'admiration de la population

par son style et sa beauté. Sur le plan militaire, la Chine offre depuis quelques années des stages de haut niveau aux cadres de l'Armée malgache comme le stage de commandement de régiment, de brigade..., une formation d'officier d'Etat-major... Des médecins et pharmaciens militaires aussi ont été formés en Chine. A part cette coopération par l'intermédiaire de stages, aucune autre forme n'est prévue jusqu'à ce jour. Aucun militaire chinois n'est présent sur le territoire malgache, à moins que quelqu'un se cache parmi les ouvriers ou cadres qui travaillent dans les entreprises de construction opérant dans plusieurs régions ou les centaines d'immigrants qui remplissent certains quartiers de la capitale avec leur commerce...

La Russie seul pays de l'ex-URSS à avoir encore une représentation à Madagascar continue d'entretenir une timide relation. En effet, elle se réclame dépositaire de certains dossiers non encore réglés entre l'ex-URSS et Madagascar comme le règlement des arriérés dans les transactions commerciales ou les litiges dans la vente des aéronefs de marque soviétique comme les MIG 21 ou l'avion de transport présidentiel ILLIOUCHINE. De ce fait, des officiels russes sont venus à Madagascar pour discuter avec les autorités malgaches de la modalité de règlement de ces différents. Au niveau de l'Armée, des discussions sont en cours pour un éventuel réapprovisionnement par la Russie de munitions pour certaines armes en dotation dans l'Armée malgache.

Enfin, très récemment Madagascar a commencé à renouer le dialogue avec l'Etat d'Israël. Même si cette relation reste encore très limitée à son niveau actuel, l'Armée malgache par l'intermédiaire des Forces de développement a envoyé en Israël des officiers pour suivre une formation en apiculture. Quand on sait la place de l'Armée dans un Etat comme Israël, ce début de coopération peut laisser penser à une volonté de part et d'autre d'aller un peu plus dans cette voie, c'est-à-dire militaire. La police nationale malgache a entretenu une solide relation avec celle d'Israël du temps de la première République, mais l'histoire a changé beaucoup de choses durant ces trentes dernières années... Des hommes d'affaires israéliens aussi ont renoué des contacts avec les

autorités militaires malgaches pour acheter des vieux matériels militaires en instance de réforme comme les vieux véhicules blindés...Le réciproque reste encore dans l'inconnu.

### 3.3.3 – La coopération militaire avec les pays africains :

Depuis la mise en œuvre du concept RECAMP, l'Armée malgache participe régulièrement aux séminaires et formations relatifs au maintien de la paix : des officiers malgaches ont pu ainsi suivre des cours sur l'Etat-major d'un régiment ou d'une brigade à Zambakro en Côte d'Ivoire. Elle a participé aussi à des exercices communes avec des Armées africaines comme « l'exercice Tulipe » qui s'est déroulée à Madagascar en Mai 1999. Elle est présente en permanence au sein de l'OUA par l'intermédiaire d'un officier « observateur ». D'autres exercices communes sont encore prévues dans les prochaines années comme celle qui sera organisée conjointement avec l'Armée française et plusieurs Armées africaines en Tanzanie en Septembre 2002.

De part son insularité, Madagascar a été quelque peu mis à l'écart par certains pays africains lorsqu'il s'agit de coopération militaire. Cela vient en fait de certaine sensibilité politique qui a toujours prévalu au sein du continent. Par ailleurs l'existence de deux pôles, capitaliste et communiste, a créé au sein du continent des clivages énormes. Tel pays fut en froid avec tel autre parce que l'un par exemple se réclame être révolutionnaire et progressiste et l'autre qualifié de valet de l'impérialisme. Ou encore l'un se proclame libérale et capitaliste et l'autre de révolutionnaire et communiste. L'armée dépendant directement de l'autorité de l'Etat ne peut que suivre les directives politiques de ce dernier. Mais depuis la fin de deux blocs, les choses ont grandement évolué et les rapprochements se sont faits plus facilement entre les Etats africains et Madagascar.

### 3.3.4 – Le défi face à la mondialisation :

Madagascar se trouve maintenant à la croisée des chemins. Il est clair à ce jour qu'elle ne se connaît aucun agresseur désigné sinon le sous développement économique. Face aux différentes menaces évoquées plus haut, l'Armée se doit d'assurer en priorité la

sécurité et l'intégrité du territoire, la sauvegarde du patrimoine national, la protection des personnes et des biens. Le pays se doit de sauvegarder son indépendance, ses potentialités. La stratégie générale à ce titre, ne peut être que défensive et doit viser à améliorer une autonomie à même de conférer une meilleure assise de la souveraineté nationale.

Le concept de souveraineté doit ramener à s'assurer une liberté de décision et d'action la plus grande possible, tant à l'intérieur du pays que dans le concert des nations. Cela requiert en particulier une capacité à répondre à une éventuelle agression, même si cela s'avère improbable dans le contexte actuel, à protéger les institutions et les centres de décision. L'Etat dispose toujours de l'appareil militaire à cet effet. Il convient de l'adapter aux exigences du contexte.

Ainsi donc, Madagascar se doit aujourd'hui d'entretenir une politique internationale au service de la paix et visant une meilleure intégration au sein d'une économie mondialisée. Il y a lieu de créer et entretenir des relations de coopération aussi larges que possibles au niveau international mais surtout dans la zone de l'Océan Indien et de l'Afrique australe et orientale, pour promouvoir une meilleure entente régionale.

Toutefois, compte tenu de l'identité du peuple malgache, et de son insularité, il ne paraît pas approprié pour Madagascar de souscrire à des accords de défense militaire. La coopération militaire telle qu'elle se manifeste actuellement correspond aux exigences du pays. Il faut cependant chercher à la rendre encore plus dynamique, plus pragmatique face aux défis du temps.

#### 3.3.4 – Les contraintes du capitalisme et le sursaut du nationalisme contemporain :

Ces dernières années, Madagascar a essayé de se remettre du désastre économique causé par l'expérience socialiste enclenchée en 1972. Il est clair que le choix du pouvoir s'est tourné vers le modèle de développement occidental qu'est le capitalisme. Cela se concrétise par la libéralisation de l'économie dont la privatisation des entreprises d'Etat et la libre concurrence au sein de la société...

Ces efforts ont été récompensés par certaines signes de redressement économique comme l'augmentation du taux de croissance ( 5% actuellement contre – 0% entre 1992 et 1996), la baisse du taux d'inflation ( de 20,3% à 8%), ou par le retour de confiance des bailleurs de fond traditionnel marqué par le déblocage du crédit d'ajustement structurel ou CAS pour permettre la résorption du déficit de la balance des paiements extérieurs dans le cadre de la restructuration de l'économie, le déblocage du fonds d'ajustement structurel renforcé ou FASR pour aider à financer les projets urgents du gouvernement, et dernièrement le déblocage du crédit dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance pour aider la population à faire face aux différents problèmes sociaux engendrés par certaines mesures pris dans le cadre de ces ajustements structurels et de permettre de trouver des solutions durables pour améliorer leur condition de vie. Par ailleurs, une partie des dettes extérieures de Madagascar a été effacée dernièrement par l'Italie, le club de Paris l'a également effectuées<sup>28</sup>.

Mais au-delà de ces sommes considérables et de ces gestes de la part des pays amis, il faut reconnaître honnêtement qu'en ce moment, la pauvreté continue de sévir à Madagascar : trois ménages sur quatre se débattent corps et âmes pour survivre. L'ampleur des problèmes auxquels le pays doit faire face reste encore un immense défi.

Une immense majorité de la population en vient même à se poser la question si ces « aides et sommes colossales » tant clamées par le pouvoir pour faire sortir le pays de la misère dans laquelle il se trouve, ne sont pas en fait destinées uniquement à enrichir une certaine minorité et au contraire contribuent davantage à l'appauvrir .

En effet les dures conditions imposées par les bailleurs de fond et les résultats tangibles qu'ils attendent indéfiniment poussent beaucoup de gens à douter de l'efficacité de ces aides et les amènent logiquement à se poser la question si on n'est pas en train de vendre leur pays aux « étrangers ».

En prenant quelques exemples concrets de ces mesures imposées, dans le cadre de la libéralisation et de la privatisation, on peut citer l'obligation pour la partie malgache de laisser la pleine liberté aux étrangers qui veulent investir à Madagascar de pouvoir acheter

---

<sup>28</sup> Source : journal quotidien « Midi Madagascar » du 07/03/01

et de s'approprier des hectares de terrain, d'acheter la plupart des grandes entreprises malgaches à privatiser. Or tout le monde sait qui possède l'argent pour acheter : ce sont les étrangers. Et même si des malgaches veulent acheter, on évoque souvent le problème de solvabilité ou de sûreté.

Face à cette situation, un élan de nationalisme s'érige au sein de la population qui taxe le pouvoir de brader le pays au profit des étrangers....Les mesures prises sont très dures à admettre pour l'immense majorité et surtout dans la situation actuelle où elle se trouve dans une misère totale.

La classe politique, même née à la faveur d'élections pluralistes a le dos au mur. Elle n'a ni les moyens ni la latitude de satisfaire les besoins des électeurs, alors qu'elle doit en principe répondre devant eux-ci. En raison de la dette, si les acteurs politiques veulent se maintenir au pouvoir, ils sont obligés d'adopter un cadre macro-économique qui réponde plus aux exigences des créanciers qu'aux besoins nationaux en emplois, écoles, soins de santé, logement, eau potable... Le pourcentage de pauvres a augmenté vertigineusement ces dernières années. Pourquoi est donc élu ? s'interrogent-ils. Pour satisfaire le peuple ou pour faire plaisir à la communauté des créanciers ?

Face au pouvoir qui ne cesse de lui promettre un avenir meilleur avec une politique qu'il qualifie d'audacieuse et pragmatique, le peuple attend toujours...

## Conclusion :

Aujourd'hui, comme il a été évoqué plus haut, l'on parle de plus en plus de la Terre en termes de village planétaire. Les raisons majeures de cette appellation sont : la réduction des distances qu'assume la vitesse des moyens de transports, de communication et d'information ; les problèmes globaux qui se posent avec la même gravité à tous les peuples et à toutes les nations comme l'environnement, la démographie, l'urbanisation, la pauvreté, les droits de l'homme... ; et enfin la mondialisation de l'économie.

Une des particularités de la situation du monde dans lequel évolue depuis des années Madagascar est l'émergence d'institutions internationales. Celles-ci sont chargées de divers mandats tels que la formulation des normes internationales du travail, la définition des conditions de la paix et de la sécurité mondiales, l'élaboration des procédures d'un fonctionnement harmonieux du commerce international, la formulation du droit à la mer, l'établissement des principes de sauvegarde et de protection de l'environnement, l'observation des droits de l'homme, l'amélioration de l'éducation, de la culture et de la science, la promotion de la santé pour tous.....

Madagascar a accepté toutes les contraintes que comportent les conventions et textes formulés par ces institutions. Dans le paragraphe précédent, autres institutions, les institutions financières internationales ( FMI et Banque mondiale ) censées apporter les solutions aux problèmes de sous-développement de l'île ont été évoquées.

Mais dans la réalité, quel résultat apportent-ils vraiment ? Madagascar peut-elle faire entendre réellement sa voix dans son état de pauvreté actuel ?

Peut-on donner tort à ceux qui pensent que ces institutions ne sont là que pour servir les intérêts des grandes puissances qui dirigent le monde actuel ? N'est-ce pas là une nouvelle forme de leur calcul géopolitique dans la version moderne ?

Chaque peuple est logiquement et historiquement très attaché à son pays. Ce nationalisme, malgré les contraintes et les dures réalités de la vie, trouve toujours d'une manière ou d'une autre, une manière de s'exprimer. Il appartient à chaque peuple de prouver son nationalisme, non pas par s'enfermer dans un carcan inutile et inefficace, comme ce qui se passe actuellement dans certaines régions du monde où, la religion avancée comme symbole de nationalisme, finit par aliéner le peuple dans tout son univers et l'empêche de s'épanouir comme tout autre peuple libre, ni par des attitudes irresponsables utilisant l'extrémisme comme symbole de nationalisme et pratiquant des actes de terrorisme aveugle contre son propre peuple.

Une politique d'ouverture doit être encouragée, une ouverture aux nouvelles exigences des temps modernes et dans un réel but de donner à son peuple un élan de progrès dans tous les vrais sens du terme . Aucun pays ne peut pas se permettre d'ignorer les grands

progrès réalisés dans les grands pays modernes. Il appartient à chaque pays d'en prendre grain sans pour autant renier à son identité propre. Madagascar possède tous les atouts pour y réussir avec ses potentiels énormes : sa population à majorité jeune, ses richesses naturelles qui restent encore à exploiter et à redynamiser, sa culture héritée d'une civilisation spécifique (entre un apport africain et un apport austro-mélanésien).

Nanti d'un profond nationalisme mais très ouvert sur le monde autour de lui, le peuple malgache ne perd pas espoir avec sa patience légendaire et malgré son extrême pauvreté actuelle. En effet, la majorité de la population espère toujours que le sacrifice actuel prendra fin dans un avenir proche avec une bonne gouvernance de ses dirigeants et que le pays accèdera vite au rang des pays modernes et développés.

### Références bibliographiques :

- \* MAZERAN Hélène : L'Océan Indien : un enjeu pour l'occident -PUF 1987  
Géopolitique de l'Océan Indien - CHEAM 1994
- \* COUTEAU-BEGARIE Hervé : Géostratégie de l'Océan Indien -  
FEDN ;ECONOMICA 1993
- \* DELCORDE Raoul : Le jeu des grandes puissances dans l'Océan Indien -  
L'HARMATTAN 1993
- \* LEYMARIE Philippe : Océan Indien: le nouveau cœur du monde-KARTHALA 1981
- \* VIGARIE André : Géostratégie des océans -PARADIGME 1990
- \* ROGER PASCAL : La république malgache –MONDE D'OUTRE MER -1965
- \* PASCAL CHAIGNEAU : Rivalités politiques et socialisme à Madagascar – CHEAM  
1985
- \* RAKOTOMANGA MIJORO : Forces Armées malgaches- Entre devoir et pouvoir –  
L'HARMATTAN 1998

- \* RONY BRONMAN: Le tiers-mondisme en question - 1986
- \* DIDIER RATSIRAKA : Stratégies pour l'an 2000 – AFRIQUE ASIE AMERIQUE LATINE 1983
- \* ERIC REVEL : Madagascar l'île rouge – COLLECTION LE NADIR 1994
- \* JAONA RAVALOSON : Transition démocratique à Madagascar – L'HARMATTAN 1994
- \* PASCAL CHAIGNEAU : La politique militaire de la France en Afrique – CHEAM 1984
- \* DANIELLE D. CLOAREC : La France et l'Afrique après les indépendances – REGARDS SUR L' HISTOIRE

Textes de conférences et Revues

- \* Midi Madagascar- quotidien de Madagascar du 07/03/01
- \* L'Océan Indien, nouveau pôle stratégique mondial - Table Ronde du CRESPI.  
Sénat, Palais du Luxembourg, 20 Novembre 1990.
- \* Madagascar, l'île à la dérive – L'ouverture vers l'Ouest –Pierre Blanche le Figaro du 23/9/82
- \* La Charte de la révolution socialiste malagasy – Afrique Asie du 20 Mars 1978

